

informations ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

N° 579

Semaine
du 27 septembre
au 4 octobre 1972

PRIX : 1,50 F

Notez
la nouvelle adresse
de I.O. :
88 bis, av. Parmentier
75 - Paris 11'

A NANTES, POUR LUTTER, POUR GAGNER
LES TRAVAILLEURS DU BATIMENT CONSTITUENT
LEUR COMITE DE GREVE

(Voir page 7.)



Pompidou a parlé

(Voir page 3.)



Sous la présidence de : Stéphane JUST,
ouvrier de la RATP, membre du Bureau Politique de l'OCI
Prendront la parole :

Claude CHISSERIEY
Secrétaire de la région parisienne de
l'OCI

Paul DUTHEL
Instituteur, secrétaire de la région
lyonnaise de l'OCI

Eugène DUGAS
Métallo à la SNIAS Bouguenais
Militant de l'Alliance Ouvrière
Ancien interné politique des camps de
Voves et de Chateaubriant.

Pierre BROUE
Historien, maître assistant à l'Institut
d'études politiques de Grenoble, secrétaire
de la région grenobloise de l'OCI

Charles BERG
Secrétaire national de l'Alliance des
Jeunes pour le Socialisme, Membre du
Comité central de l'OCI

Gérard BELLAIGUE
Ouvrier des usines Michelin à Cler-
mont-Ferrand, Membre du Comité cen-
tral de l'OCI

ECHEC AUX DIVISEURS !
L'U.N.E.F. ENGAGE LE COMBAT
POUR LA REUNIFICATION SYNDICALE

(Voir page 12.)

ÉDITORIAL

Après la conférence de presse de Pompidou, le plus intéressant n'est pas de lire ce que les journalistes, porte-parole plus ou moins autorisés des milieux bourgeois dirigeants en ont dit, mais ce qu'ils n'en ont pas dit.

Ainsi, on cherche en vain, dans la grande presse bourgeoise les commentaires qu'aurait dû, semble-t-il, appeler la réponse d'un Pompidou littéralement hors de ses gonds à la question à lui posée par Andrieu, rédacteur en chef de l'Humanité.

La question n'est d'ailleurs pas moins intéressante que la réponse, nous allons y venir. Andrieu s'adresse à Pompidou pour lui demander ce qu'il ferait « au cas où le suffrage universel se prononcerait pour un programme de la gauche, pour les partis de gauche... ».

Et Pompidou de répondre : « Quel que soit le résultat des élections, et vraiment votre question est complètement inutile, je regrette aussi de vous le dire, car la réponse va de soi et je l'ai déjà donnée. Au lendemain des élections, quelles que soient ces élections, je serai amené à former un gouvernement, il faudra que ce gouvernement ne soit pas renversé par l'Assemblée, et s'il est renversé par l'Assem-

blée, j'aurai la possibilité si je veux de la dissoudre et de faire appel au pays. »

En règle générale, nous l'avons dit, les commentateurs ont fait semblant de ne pas entendre cette réponse de Pompidou. Et, de la part de la presse bourgeoise, c'est bien normal. C'est bien normal, car, nous y revenons par ailleurs cette semaine dans Informations Ouvrières, la crise de régime a pris des formes et une ampleur telle que rien, aux yeux des différents clans et cliques bourgeoises, n'est présentement possible en dehors de la personne de Pompidou, qui concentre sur lui toutes les contradictions, toutes les faiblesses, toutes les tares du régime, mais qui en est aussi le seul point d'appui, la clé de voûte, l'élément indispensable de toute nouvelle combinaison bourgeoise, précisément du fait de l'échec de son référendum du 23 avril. Dès lors, il importe de lui laisser les mains libres à n'importe quel prix. Il importe d'autoriser et de légitimer par avance toute manœuvre qu'il pourrait être amené à entreprendre après les élections (ou d'ailleurs avant), pour faire en sorte que la crise du régime n'emporte pas l'essentiel : l'Etat bourgeois, sa permanence, sa stabilité menacées par l'ef-

fondement du cadre abandonné par De Gaulle en 1969. Telles sont les préoccupations des bourgeois responsables. Tout cela est normal, naturel, et politiquement bien compréhensible.

Car, ajouterons-nous, que Pompidou tienne compte ou ne tienne pas compte de ce qu'il est convenu d'appeler le verdict du suffrage universel, qu'il n'appelle ou n'appelle pas un nouveau gouvernement conforme aux nouveaux dosages parlementaires tels qu'ils sortiraient des urnes en mars 1973, il reste dans son droit le plus strict : il respecte, non seulement dans la lettre mais aussi dans l'esprit, la Constitution de 1958, rédigée au lendemain du 13 mai sous la dictée de De Gaulle-Bonaparte.

Dans les institutions de la V^e République, il y a, en effet, la majorité présidentielle et la majorité parlementaire. Le gouvernement et son chef sont responsables devant le Président de la République. La pratique mise au point par Messmer démontre qu'ils n'ont nul besoin d'un quelconque aval parlementaire, tant que n'est pas menée jusqu'à son terme la procédure longue et compliquée de la motion de censure.

Dès lors, si l'on comprend la dis-
crétion des commentateurs bourgeois,

on comprend moins bien l'attitude des éditorialistes de l'Humanité. Le 12 septembre, Salini déclare : « C'est sur un ton extrêmement irrité que M. Pompidou a répondu. Sa réponse a démontré... qu'il mettrait en œuvre tous les artifices de la procédure pour gêner la mise en œuvre d'un gouvernement d'Union Démocratique. »

Et il faudra attendre l'Humanité du lendemain, 23 septembre, pour entendre un son de cloche un peu différent. C'est Georges Marchais, dans un discours prononcé à Gentilly, qui dira : « Ces propos sont inadmissibles. Ils ne manqueraient pas d'indigner tous les travailleurs et les démocrates, tous les Français qui sont attachés au respect du suffrage universel. Si les électeurs se prononcent en majorité pour une politique de gauche, le Président de la République doit mettre immédiatement en place un gouvernement de gauche. C'est la solution qui respecte le suffrage universel. S'il la refuse, le Président de la République a évidemment la possibilité de se retirer. »

Cette interprétation de Georges Marchais a de quoi étonner. Et elle étonne d'autant plus ceux, qui comme

(suite page 2)

nous ont lu attentivement le programme commun de Gouvernement mis au point par le PCF et le PS, et ratifié par les « radicaux de gauche ».

Dans ce texte, que lit-on en effet : On lit d'abord (Editions Sociales, page 151) que le Président de la République demeurera élu au suffrage universel, et que « son pouvoir de décision sans contresigne » restera entier en ce qui concerne « la désignation du premier ministre... et la dissolution ».

Et, lorsque l'on poursuit la lecture du « programme commun », on apprend (page 154) ce qui devrait se passer, selon les dirigeants du PC et du PS « en cas de crise grave... constatée par l'adoption d'une motion de censure ». Dans un tel cas (qui est exactement, notons le bien, celui qu'envisage Pompidou), « le Président de la République, s'il ne prononce pas la dissolution de l'Assemblée nationale, nommera le premier ministre et les membres du gouvernement. Le premier ministre engagera alors devant l'Assemblée nationale, suivant l'article 49, la responsabilité du nouveau gouvernement sur son programme (précisons : celui du Président de la République). Dans ce cas où le premier ministre n'obtiendrait pas l'accord de l'Assemblée nationale sur son programme, la dissolution de l'Assemblée nationale sera prononcée obligatoirement par le Président de la République ».

En somme, si Pompidou avait, dans une conférence de presse qui en avait bien besoin, voulu émailler ses propos de quelque fantaisie, il aurait pu répondre à Andrieu dans les termes mêmes du « programme commun », car c'est exactement la solution qu'il préconise, respectant dans sa lettre et dans son esprit la Constitution bonapartiste de la V^e République.

On reste perplexe. A tort d'ailleurs, dans la mesure où c'est de propos délibéré que le « programme commun » laisse debout l'édifice constitutionnel échafaudé par De Gaulle. De propos délibéré, car tel est le prix à payer pour qui se refuse à remettre en cause l'Etat bourgeois lui-même, sa structure et son fonctionnement. S'interdire de porter atteinte à l'Etat bourgeois, c'est éterniser les dispositions anti-démocratiques de la Constitution gaulliste. Il n'y a pas, dans les cadres actuels de l'Etat bourgeois, de retour possible aux formes de la démocratie traditionnelle.

Il ne s'agit pas d'une discussion de droit constitutionnel. Nous savons parfaitement que la classe ouvrière, lorsqu'elle se mettra en mouvement, fera litte de toutes les règles constitutionnelles antérieures. Non. Ce dont il s'agit, c'est de la voie dans laquelle les dirigeants tentent d'engager la classe ouvrière qui cherche comment elle va

venir à bout du régime verrouillé de Pompidou.

Cette voie, la voie du « programme commun », c'est l'impasse. Pour ouvrir une issue, il est d'impérieuse nécessité que les dirigeants du PCF et du PS, s'ils entendent vraiment aller au pouvoir et y rester pour y défendre avec conséquence les intérêts ouvriers, proclament immédiatement leur volonté d'abroger la Constitution de la V^e République.

En effet, c'est une véritable déclaration d'allégeance par anticipation que prononcent les dirigeants, en voulant amener les travailleurs à subordonner leur combat à l'échéance électorale de 1973.

Car, de deux choses l'une : si Pompidou conserve une majorité dans l'Assemblée qui sera élue en 1973, il faudra, selon Andrieu-Salini-Marchais, attendre patiemment de nouvelles élections, les présidentielles de 1976. Gaçons que les travailleurs, sûrs de leurs forces, pressés aussi bien par l'urgence des revendications que par la conscience de la fragilité de l'adversaire, ne l'entendront pas de cette oreille.

Et, si Pompidou perd sa majorité parlementaire, les dirigeants appellent les travailleurs à se soumettre par avance à la logique de la Constitution bonapartiste-gaulliste, qui laisse les mains libres à Pompidou, à la fois parce que telle est la solution constitutionnelle qu'ils préconisent dans le « programme commun », mais aussi et surtout parce qu'ils SE REFUSENT A APPELER DES AUJOURD'HUI LES TRAVAILLEURS A COMBATTRE CE REGIME, ET A BLOQUER AINSI LES MANŒUVRES (LEGALES) QUE POMPIDOU ANNONCE SANS RIEN EN DISSIMULER.

Nous l'avons dit, nous le répèterons sans relâche pour en convaincre militants, travailleurs et jeunes : ne pas rompre avec la bourgeoisie, c'est se livrer pieds et poings liés aux coups de la réaction. Il est exclu que les dirigeants le fassent accepter aux travailleurs.

La conférence de presse de Pompidou témoigne une nouvelle fois de l'impuissance dans laquelle s'enlise son régime. Il ne peut plus rien sortir de positif du pouvoir de la bourgeoisie, qui fait peser sur les travailleurs la hausse des prix, des conditions de travail aggravées, un pouvoir d'achat appauvri, l'étouffement des libertés démocratiques.

Il n'y a plus rien à attendre d'une classe qui a fait faillite et d'un Etat qui se décompose. C'est au peuple travailleur qu'il revient maintenant de définir ses solutions. L'OCI et l'AJS combattront pour forger l'outil de sa victoire, le parti révolutionnaire. Tel est le sens du meeting du 29 septembre.

FJT : le combat continue

Les lecteurs de l'O. connaissent le combat des jeunes travailleurs pour l'Assemblée générale des résidents de la région parisienne. Nous nous faisons l'écho, la semaine dernière, de l'appel de Benjamin et de Bernard. Cet appel a été entendu, voici la réponse de Benjamin et Bernard aux signataires. L'AJS soutient cette réponse.

Il y a maintenant plus de deux mois que nous combattons pour arracher à la direction de l'ALJT :

- la suppression des 40 F d'augmentation,
- les libertés politiques et syndicales,
- le droit de visite 24 heures sur 24,
- la levée de toute menace de sanction.

Membres du Comité central de grève, conscients des responsabilités qui nous incombent, nous avons depuis de nombreuses semaines discuté au sein du Comité central de grève pour que celui-ci organise l'Assemblée générale des résidents de tous les foyers de la région parisienne afin d'unifier notre combat contre ces mesures que nous refusons.

Cette perspective n'a pas à ce jour été reprise à son compte par le Comité central de grève, aussi avons-nous décidé d'en appeler à tous les résidents des foyers en nous adressant à eux et en nous engageant à nous faire l'écho de tous ceux qui soutiennent cette perspective.

Lundi 18 septembre, nous avons reçu plus de 200 signatures de jeunes tra-

vailleurs et travailleuses des foyers : Altac, Clichy (ALJT), Gagny (ALJT), Epinay (ALJT), Argenteuil (ALJT), Argenteuil (Municipal), Fontenay (ALJT), Châtillon (ALJT), Alsace, Hay-les-Roses (FJT du bâtiment), Davial (ALJT), Suresnes, Issy-les-Moulineaux, Tolbiac, Versailles.

Mardi 19 septembre, nous sommes allés porter avec nos représentants ces signatures au Comité central de grève se réunissant au foyer Davial.

Le Comité central de grève a refusé de nous recevoir et est resté sourd à notre volonté de combat uni. Bernard, membre du Comité de grève d'Epinay et membre du Comité central de grève a tenté de convaincre les membres de cet organisme pendant plus de trois heures d'entretien. Rien n'y fit.

Devant cet état de choses, il nous semble être de notre devoir le plus élémentaire, parce que nous avons été mandatés par les jeunes travailleurs d'Epinay pour préparer l'Assemblée générale de tous les résidents et parce que vous avez répondu en masse à notre appel, de prendre l'initiative de réunir tous ceux d'entre vous qui ont signé notre appel et qui sont d'accord avec cette perspective dans les délais les meilleurs afin de prendre les décisions que la situation impose et de tirer le premier bilan de notre expérience.

BENJAMIN, BERNARD

Réunion jeudi 28 septembre, à 20 h. 30, Salle Lancry, 10, rue de Lancry, Paris 10^e.

Europe

Un "sommets" qui ne va rien régler

L'économie américaine aurait retrouvé un taux de croissance record, au moins 6 % selon les diverses prévisions et connu depuis un an un taux d'inflation n'excédant pas 3 à 4 %. Ces arguments sont d'ailleurs au centre de la campagne électorale de Nixon. Aussi est-il important de s'y référer pour comprendre où en est la situation économique mondiale et la « crise monétaire ».

Certes, l'expansion reprend aux Etats-Unis et la hausse des prix de détail est freinée (celle des prix de gros demeure aux alentours de 7 à 8 %). Mais les conditions permettant ces résultats ne doivent pas être oubliées. Il y a d'abord les attaques du capital financier US contre le pouvoir d'achat des travailleurs, par la dévaluation de décembre 1971, par le blocage des salaires, blocage imposé seulement en partie, puis que des son annonce, dans de nombreux secteurs, les travailleurs américains l'ont mis en échec. Le ralliement de Meany, dirigeant de l'AFL-CIO, à la candidature Nixon, donc à la politique de blocage des salaires, illustre l'aide que les appareils des syndicats ont apporté à la bourgeoisie US.

Il y a ensuite le plus énorme déficit budgétaire jamais connu dans ce pays et la relance des crédits d'armement. S'appuyant sur une politique « intérieure » de réduction du pouvoir d'achat (et de chômage car c'est toujours près de six millions d'Américains qui demeurent sans emploi), l'impérialisme US, après les modifications des parités monétaires (dévaluation du dollar, réévaluation du yen et du mark), plaçait les bourgeoisies européenne et japonaise dans un état. Ou elles acceptaient les exigences du capital financier américain — réduire leurs exportations et faciliter la pénétration des marchandises US dans leurs économies — ou elles prenaient le risque de déclencher la « guerre commerciale » en multipliant les mesures protectionnistes.

Seulement, ces alternatives ne relèvent pas des techniques monétaires ou commerciales, mais de la politique, c'est-à-dire de la lutte des classes. Ne pouvant, à cette étape, s'engager plus avant dans l'affrontement d'un prolétariat qui, au cours de la grande grève de la General Motors et depuis, a réaffirmé sa force, Nixon diffère cet affrontement en précipitant les échéances dans les pays d'Europe. Si bien que l'alternative se réduit à la même nécessité pour les capitalistes d'Europe : comment se doter des moyens politiques permettant de répondre à l'impérialisme américain ?

La hausse des prix de l'or exprimant la dépréciation du dollar constitue une véritable pression exercée sur les bourgeoisies européenne et japonaise, un chantage à de nouvelles dévaluations de la devise US, portant des coups sérieux aux économies japonaise, allemande, anglaise, étroitement liées aux Etats-Unis par leur commerce. Sans oublier que les banques centrales des principaux pays capitalistes possèdent une masse toujours plus grande de dollars dans leurs réserves. Dollars inconvertibles depuis août 1971.

Les Etats-Unis, sans se presser, continuent de la même façon à rechercher une modification des relations commerciales mondiales. Les négociations Nixon-Tanaka ont pour but un partage des marchés européens, le Japon acceptant, pour sa part, d'accroître ses importations de produits américains de 1 milliard de dollars (il autorise d'autre part les capitalistes étrangers à détenir 100 % du capital des firmes japonaises). Par ailleurs, c'est aussi les perspectives de pénétration du capital US en URSS et en Chine qui se précisent derrière les récents accords commerciaux.

En Europe, l'inflation se poursuit, le chômage s'accroît. La Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui cherchent à préserver une part du marché européen pour leurs industries, sont plus sensibles que d'autres à la pression américaine. C'est ce qu'exprimait à sa manière le président de la Bundesbank : « Le dollar est en bonne voie de recouvrer la santé », et cet assainissement, rendu possible grâce à la politique de modération des salaires et de la masse monétaire suivie par le président Nixon, et grâce à la dévaluation de décembre dernier, devrait largement contribuer à l'effort qui sera fourni les mois prochains pour rétablir la stabilité monétaire dans le monde. Un dollar fort est ce qui compte le plus pour le monde, la monnaie américaine devant res-

ter à jamais la principale monnaie du système monétaire international.

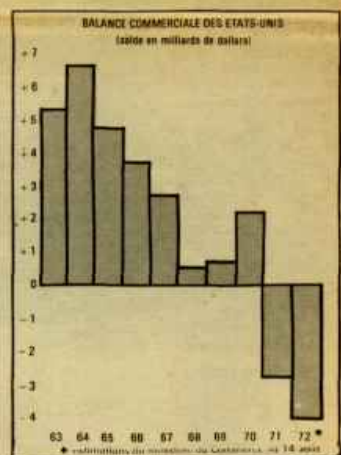
Penchant pour la position américaine, il n'en demeure pas moins que tant la RFA que l'Angleterre hésitent à rompre la fragile « unité » européenne. Et ceci nous permet de comprendre ce qu'il y a derrière la récente réunion des ministres des Finances et des Affaires étrangères (on ne peut mieux montrer pour la bourgeoisie combien les problèmes économiques relèvent de la politique : en fait il ne manquait que les ministres de l'Intérieur) à Rome et l'annonce d'un prochain sommet européen, désiré et convoqué par Pompidou.

La position de la bourgeoisie française diffère de celles d'Allemagne et de Grande-Bretagne. Mais, moins puissante, moins « compétitive », comme dit Pompidou, que ses partenaires de la CEE, la bourgeoisie française craint la persistance d'une situation instable et voudrait que les Dix fassent front pour imposer aux Etats-Unis une rapide réforme du système monétaire.

Hélas, le temps joue en faveur des Etats-Unis qui exigent le « maximum » des autres pays capitalistes et des pays sous-développés.

Leur refus de voter le maintien de M. Schweitzer, favorable aux positions françaises, à la tête du Fonds Monétaire International (FMI), manifeste, de manière brutale, cette volonté d'imposer leurs conditions : cours forcé du dollar, accroissement des liquidités internationales sous forme de réserve au FMI en droits de tirage spéciaux (DTS, véritables monnaies de singe), suppression des barrières douanières à l'entrée de leurs produits dans la CEE, au Japon...

Pourtant, la réunion de Rome a décidé la convocation du « sommet européen ».



Des chiffres qui ne portent pas Nixon à la conciliation...

Les « partenaires » pensent-ils trouver un accord sur une politique commune face aux Etats-Unis ? Il suffit de se souvenir des réactions « diversifiées » des uns et des autres après les décisions de Nixon en août 1971 pour comprendre que chaque bourgeoisie cherchera à sauver sa peau sans se soucier du voisin. Chacun veut préserver sa place, sinon sur le marché mondial, du moins en Europe. De plus, l'alignement sur les Etats-Unis implique une politique de blocage des salaires et l'accroissement massif du chômage, choses qu'il ne suffit pas de souhaiter pour les réaliser. Voilà de quoi les dix vont discuter.

La presse européenne le souligne, les contraintes électorales (en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne) l'exigent.

Et la volonté de la bourgeoisie française de rallier derrière Pompidou ses différentes couches n'est pas étrangère à la décision du président français de convoquer ce « sommet ».

Derrière les élections, en France comme dans les autres grands pays européens, il y a la tentative de se doter d'un gouvernement capable d'une politique d'affrontement avec le prolétariat.

Les « dix brigades » ne manqueront pas d'en parler.

II - comment trotsky posait la question en 1935

(suite)

NOUS publions ci-dessous la deuxième partie de l'intervention du camarade Bardin, rédigée par Léon Trotsky et prononcée au Comité confédéral de la CGT dirigée par les réformistes en mars 1935. Les militants révolutionnaires trouveront, en étudiant ce document, nombre d'éclaircissements aux problèmes qui sont les leurs dans une situation caractérisée aujourd'hui par la montée du prolétariat que le programme commun PCF-PS-Radicaux tente de canaliser et de contenir dans un cadre bourgeois. Certes, il ne s'agit pas de calquer mécaniquement la situation de 1972 sur celle de 1935. Le texte de Trotsky est important par la méthode qui le sous-tend et qui consiste, pour les militants révolutionnaires dans les syndicats dirigés par les réformistes et les staliens, à défendre, de façon appropriée, le programme révolutionnaire du prolétariat et non à s'adapter à l'unité des appareils.

Nous reviendrons dès la semaine prochaine sur ces problèmes de méthode à partir de l'analyse et de la critique du programme commun PCF-PS-Radicaux lui-même.

La semaine de quarante heures

Le Plan réclame l'application de la semaine de quarante heures sans diminution des salaires. Voilà un mot d'ordre indiscutable. Mais nous savons trop bien que la classe dirigeante et son Etat se tournent dans l'autre sens, c'est-à-dire qu'ils veulent abaisser les salaires sans diminuer le nombre des heures de travail. Quels sont donc nos moyens pour aboutir à la semaine de quarante heures ? Les « Notes à l'usage des propagandistes » nous apprennent qu'une action a été engagée pour l'aboutissement d'une convention internationale, et continuent : « Il se peut qu'elle aboutisse prochainement. » Il se peut... ce n'est pas bien précis et, étant donné la situation économique et politique internationale, nous sommes plutôt enclins à conclure : il ne se peut pas. Si nous nous trompons, notre représentant à Genève corrigera notre pessimisme. Jusqu'à nouvel ordre, les chômeurs de Grenoble — et nous en avons ! — n'attendent pas grand-chose des ententes genevoises.

Et qu'est-ce qu'on nous propose, à part l'espoir de l'aboutissement prochain d'une convention diplomatique ? Les « Notes » poursuivent : « La propagande doit être poursuivie dans le pays pour faire comprendre la portée sociale de cette revendication ouvrière. » Simplement pour « faire comprendre » ? Mais tous les ouvriers, même les plus simples, comprennent très bien l'avantage de la semaine de quarante heures sans diminution de salaire. Ce qu'ils attendent de la CGT, c'est l'indication des moyens par lesquels on peut aboutir à la réalisation

La question paysanne

Cependant, avant de passer à la question des moyens de réalisation du Plan, il faut nous arrêter sur une question d'une gravité exceptionnelle : la question paysanne. Tout le monde en parle, tout le monde proclame la nécessité d'améliorer la situation des paysans, mais il y a beaucoup de malins qui voudraient préparer pour les paysans une omelette sans casser les œufs du grand capital. Cette méthode ne peut être la nôtre.

Commentant le Plan, les « Notes à l'usage des propagandistes » disent : « Il faut libérer les paysans de la double étreinte : trusts des engrais au départ, consortium des grands moulins et de la meunerie à l'arrivée. »

Il est bien de dire : « Il faut libérer les paysans », mais vous savez bien que le paysan n'aime pas les formules vagues et platoniques. Et il a diablement raison. « Il faut libérer. » Mais comment ? Voici la seule réponse possible : il faut exproprier et nationaliser les trusts des engrais et la grande meunerie, et les mettre vraiment au service des agriculteurs et des consommateurs. On ne peut pas aider les paysans sans porter atteinte aux intérêts du grand capital.

Le Plan parle de la « réorganisation générale de la production agricole », mais il ne précise ni le sens de cette réorganisation, ni ses moyens. L'idée d'exproprier les paysans ou de les forcer par la violence à se mettre sur la voie de la production socialiste est si absurde qu'elle ne vaut pas la peine d'être critiquée : personne d'ailleurs ne propose de telles mesures. C'est la paysannerie elle-même qui doit choisir la voie de son salut. Le prolétariat assurera à ce qu'auront choisi les paysans son appui sincère et efficace. Les coopératives paysannes sont les moyens les plus importants pour permettre la libération de l'économie agricole des cloisons trop étroites de la parcelle. Les commentaires du Plan disent : « Les coopératives paysannes de production et de stockage et de vente doivent être encouragées et aidées. » Malheureusement, on ne nous dit pas par qui et comment elles doivent être encouragées et aidées. Nous retrouvons à chaque étape la même lacune. Les revendications du Plan ont souvent l'air de lettres sans adresse.

Sous quel régime politique ?

Qui est-ce qui nationalisera les banques, les industries-clés, viendra en aide aux paysans, introduira la semaine de quarante heures, en un mot, appliquera le programme de la CGT ? Qui, et comment ? Cette question, camarades, est décisive. Si elle reste sans réponse, le Plan tout entier reste suspendu en l'air.

C'est dans le paragraphe sur les « Nationalisations industrialisées » que nous trouvons en passant une réponse indirecte et tout à fait étonnante à la question qui nous intéresse. Voilà comment l'objectif même du Plan est défini dans ce paragraphe : « Il s'agit d'établir (...) les modalités techniques d'un programme qui puisse être appliqué indépendamment du régime politique. » On se frotte involontairement les yeux, une ou deux fois en lisant cette formule invraisemblable. Ainsi, le plan qui doit être dirigé contre les banquiers, les magnats des trusts, contre les quatre-vingt-dix dictateurs de la France et des colonies, le plan qui doit sauver les ouvriers, les paysans, les artisans, les petits commerçants, les employés et les petits fonctionnaires, ce plan serait indépendant du régime politique ? Autrement dit, le gouvernement de l'Etat peut rester, comme il l'est actuellement, dans les mains des exploiters, des



Thorez et Daladier en 1936. Le lien traître avec la bourgeoisie, auquel ont été sacrifiés les espoirs ouvriers.

opresseurs, des affameurs du peuple, n'importe, la CGT présente à ce gouvernement son plan de rénovation économique ? Disons-le franchement et ouvertement, cette prétendue indépendance du Plan à l'égard du régime politique annihile totalement sa valeur réelle en le plaçant en dehors de la réalité sociale.

Qui détient le pouvoir ?

Ce ne sont naturellement pas les formes constitutionnelles ou bureaucratiques du régime étatique qui nous intéressent en ce moment. Mais il y a une question qui domine toutes les autres, c'est celle-ci : quelle est la classe qui détient le pouvoir ? Pour transformer la

société féodale en société capitaliste, il a fallu que la bourgeoisie arrache par la violence le pouvoir des mains de la monarchie, de la noblesse et du clergé. Le Tiers Etat a très bien compris que son plan de « rénovation économique et sociale » exigeait un régime adéquat. Et de même que la bourgeoisie consciente n'a pas chargé Louis Capet d'abolir le régime médiéval, le prolétariat ne peut charger ni Flandin, ni Herriot, ni d'autres chefs de la bourgeoisie d'appliquer le plan qui doit aboutir à l'expropriation de la bourgeoisie elle-même. Celui qui détient le pouvoir décide des formes de la propriété et toute la réforme se réduit en dernière analyse à l'abolition de la propriété privée et à l'instauration de la propriété collective ou socialiste des moyens de production. Celui qui croit que la bourgeoisie est capable de s'exproprier elle-même est peut-être un excellent poète, mais je ne lui confierai pas, pour ma part, la caisse du moindre syndicat, parce qu'il vit dans le domaine des rêves et que nous voulons, nous, rester dans la réalité.

Il faut le dire carrément : seul un gouvernement révolutionnaire, celui des ouvriers et des paysans, prêt à la lutte implacable contre tous les exploiters, peut appliquer le Plan, le compléter, le développer et le dépasser dans la voie du socialisme. Cela signifie pour le prolétariat : conquérir le pouvoir.

La lutte des classes ou leur collaboration

A qui s'adresse le Plan ? Aux possédants pour les attirer ou aux dépossédés pour les dresser contre l'oppression ? Nous autres, propagandistes, devons tout de même savoir à qui nous nous adressons et sur quel ton. Ni le Plan ni les commentaires ne nous instruisent là-dessus. L'exposé officiel nous dit que le plan lancé par la CGT doit être « favorablement accueilli du grand public ». Je vous demande, camarades, et je me demande à moi-même : qu'est-ce que cela veut dire, le grand public ? Ce n'est pas, je suppose, le public des grands boulevards. Dans le mouvement syndical, dans la lutte sociale, nous nous sommes habitués à discerner avant tout les classes : le prolétariat, la bourgeoisie, les différentes couches de la petite-bourgeoisie. Nous espérons bien que le prolétariat et les couches inférieures de la petite-bourgeoisie acceptent favorablement le Plan, à condition qu'il soit mis au point, épuré des équivoques et présenté aux masses comme un programme de lutte. Mais les ouvriers et les paysans pauvres, ce n'est pas le grand public. Veut-on dire par exemple que c'est la grosse bourgeoisie qui doit accepter le plan de la CGT ? Non, évidemment, on ne veut pas se moquer de nous. Consultons le *Temps*. Il y a quelques semaines, ce journal qui représente bien les quatre-vingt-dix magnats du capital, c'est-à-dire l'oligarchie dirigeante, protestait véhémentement contre toute participation des syndicats ouvriers aux corporations industrielles. Je vous cite deux phrases qui valent des volumes : « La paix sociale a été obtenue sous l'Ancien régime au prix de l'interdiction de toute association ouvrière. » Voilà la grosse bourgeoisie aux abois qui cherche maintenant son inspiration dans l'Ancien régime ! Et puis le même article dit : « Le corporatisme signifie ici le syndicalisme. » Le *Temps* nous démontre ainsi chaque jour que la classe dirigeante, non seulement ne se prépare pas à faire des concessions dans le sens du plan de la CGT, mais au contraire qu'elle envisage la possibilité d'écraser la CGT elle-même.

J'aurai à très bien dit que le *Temps*, c'est la bourgeoisie faite journal. Avec cette bourgeoisie qui s'inspire maintenant de l'Ancien régime pour interdire toute association ouvrière, la collaboration est-elle possible ? Poser cette question, c'est y répondre. Il ne reste que la lutte implacable, et jusqu'au bout.

Le principal défaut du Plan

Les observations, les critiques et les suggestions que je présente ici au nom de notre union départementale sont déjà assez volumineuses et je suis malheureusement loin d'avoir épuisé les questions même les plus importantes. Aussi est-il d'autant plus nécessaire d'indiquer le défaut fondamental du Plan : ses auteurs veulent se placer au-dessus des classes, c'est-à-dire en dehors de la réalité. Ils parlent du grand public, alors qu'ils veulent gagner tout le monde. Ils veulent nationaliser les banques, mais sans préjudice pour la haute finance, nationaliser les trusts en assurant luxueusement le parasitisme de trois générations de la grosse bourgeoisie. Ils veulent venir en aide aux paysans sans porter atteinte aux intérêts des propriétaires des trusts d'engrais et de la grosse meunerie. Ils veulent aussi évidemment gagner tous les régimes politiques possibles, puisqu'ils déclarent leur plan neutre envers les partis et même les régimes politiques. Il me semble même que des expressions recherchées et incompréhensibles comme les « nationalisations industrialisées », etc. sont choisies pour ne pas effaroucher les oreilles délicates des magnats des trusts.

Ce procédé n'est pas seulement inutile, il est dangereux : il n'est pas seulement dangereux, il est néfaste. Qui veut tout embrasser mal étreint ou emporte par. Nous ne gagnerons pas la bourgeoisie, elle a une conscience inébranlable, elle se moque de nos conseils, elle s'apprête à nous écraser. Plus nous sommes doux, conciliants et obsequieux envers la bourgeoisie, moins elle nous estime et plus elle devient intransigeante et arrogante. Cette leçon se dégage. Il me semble, de toute l'histoire de la lutte des classes.

D'autre part, en poursuivant de nos sollicitations le prétexte du grand public et en faisant concession sur concession pour adoucir l'idole capitaliste, nous risquons de mécontenter les déshérités qui commencent déjà à se dire : « Ce sont les conseillers des classes possédantes et non pas les chefs des classes opprimées. » Nous ne gagnerons jamais le cœur de l'ennemi de classe, mais nous risquons de perdre définitivement la confiance de notre propre classe. C'est la méconnaissance de cette règle fondamentale qui constitue le principal défaut du Plan. Il faut le remanier, il faut s'adresser directement aux salariés et aux exploités, il faut tenir un langage clair et ferme, il faut transformer le Plan en un programme d'action du prolétariat tout entier.

CEDOC

(Suite page 4)

Le Front unique du prolétariat

Les « Notes pour les propagandistes » nous recommandent de « cristalliser toutes les bonnes volontés ». C'est vague. Où faut-il les chercher ? Nous connaissons les classes et leurs organisations, mais nous connaissons surtout la mauvaise volonté de la bourgeoisie. Pour la briser, il faut lui opposer la volonté révolutionnaire de la classe ouvrière. Quant aux classes moyennes, elles ne mettront leur confiance dans le prolétariat que si celui-ci démontre par son action sa confiance en lui-même.

Il est absurde et même criminel de chercher les bonnes volontés dans la bourgeoisie en brisant et en paralysant la bonne volonté révolutionnaire du prolétariat. Il nous faut, coûte que coûte, le Front unique de notre classe. L'unité syndicale en premier lieu, l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières, syndi-

cales, politiques, coopératives, éducatives et sportives avec un but précis : l'application du plan de nationalisation ou de socialisation par la conquête du pouvoir.

Il faut mobiliser tous les vrais militants ouvriers pour une campagne vigoureuse dans le pays. Il faut que les paysans, dans les plus lointains hameaux, se convainquent que le prolétariat s'apprête cette fois sérieusement à renverser la bourgeoisie, à prendre le pouvoir dans ses mains pour transformer notre pays, pour le rendre enfin habitable pour le peuple travailleur.

Où bien le plan sera transformé en un plan de conquête du pouvoir par le prolétariat pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, ou bien il sera enregistré par le peuple comme nul et non opérant. L'U.D. de l'Isère est pour l'action révolutionnaire. Si vous faites appel à nous dans ce sens, nous vous répondrons : Présent !

[1] Pierre Taittinger, chef de file des J.P., et Henry Dorgères, leader du Front paysan, étaient deux des plus connus parmi les dirigeants des « Ligues ». Les démocrates populaires étaient les ancêtres du M.R.P.

[2] La faillite de la banque Oustric, en 1926, entraîna un scandale dans lequel furent compromis plusieurs parlementaires. Quant au scandale Stavisky, découvert en décembre 1933, on sait qu'il rejaillit lui aussi sur les milieux parlementaires, fournissant aux Ligues, au début de 1934, la matière de leurs attaques contre la « corruption du parlementarisme ».

[3] On sait que la loi sur les quarante heures fut votée dans la nuit du 11 au 12 juin 1936 par 480 voix contre 160, sous la pression de la gigantesque vague de grèves avec occupation des usines qui avait précédé de quelques jours la formation du gouvernement Blum de Front populaire.

En écoutant Pompidou et en lisant ses commentateurs

Médiocrité, vulgarité, voilà, dans la forme, ce à quoi se résume la conférence de presse de Georges Pompidou, président de la République Française, cinquième du nom.

Mais les temps sont difficiles et, en dépit de la platitude du propos et du désarroi évident de son auteur, les porte-parole d'une bourgeoisie aux abois doivent à tout prix couvrir Pompidou. Il n'y a pas présentement pour la classe dominante d'autre possibilité que de soutenir ce régime, tout vermoulu qu'il soit. Il faut donc que Pompidou gagne. A tout prix. Qu'il gagne donc ! Et tous se couchent... Fauvet, du Monde, en appelle sans demi-phrases au prince-président : « La démocratie... ne peut pas bien fonctionner avec un exécutif à deux têtes dont l'une ne parle que tous les six mois et dont l'autre se tait. C'est là aussi une question de régime. » Et Chalandon de renchérir : « Ne devons-nous pas évoluer vers un système toujours plus équilibré et plus présidentiel au sens propre du mot... C'est à mon avis la condition de réforme des institutions pour assainir entièrement la vie politique. »

Une instabilité explosive

Il faut que Pompidou gagne... Il faut qu'il rétablisse la situation. Lui seul peut y parvenir. Et pourtant nul ne pense vraiment qu'il y parvienne. Car deux choses pèsent sur Pompidou et l'écarteront : l'échec de son référendum, dont il attendait la possibilité de réaliser à froid le reclassement politique, la faiblesse « ouverte » ; et l'usure irrémédiable d'un régime taillé aux mesures de de Gaulle, qui rend nécessaire, urgent, indispensable d'entreprendre et de mener à son terme un tel reclassement.

Impossible et pourtant nécessaire !

Ce qui caractérise le moment présent, c'est la combinaison la plus fragile, la plus instable, la plus explosive, celle qui laisse face à face, sans aucune des médiations traditionnelles de la démocratie bourgeoise, un président et des institutions bâties autour de sa personne, et des masses dressées, qui ne peuvent envisager d'arracher le strict nécessaire autrement qu'en s'en prenant au régime lui-même. Combinaison redoutable à laquelle aucun des commentateurs bourgeois des propos présidentiels ne voit d'issue : pour les uns, cela continuera à durer ; pour les autres, cela ne peut plus durer. Tous ont raison... et tous se trompent et s'aveuglent.

Pompidou tente d'évaluer froidement la situation. Sa manœuvre référendaire, il la décrit sans détours : « ... J'ai toujours lié l'idée que, si je gardais le gouvernement de Monsieur Chaban-Delmas jusqu'aux élections, je désolerais, et qu'ainsi je provoquerais, en supprimant cette espèce d'agonie (celle du gouvernement Chaban), je provoquerais des élections brusquées dans lesquelles la bataille se livrerait normalement, mais sans qu'on ait connu cette fin inadmissible. Et je vous avoue que longtemps, c'était la solution à laquelle je m'étais rangé intériorément. Et puis, j'y ai renoncé, et j'y ai renoncé à quel moment ? Le jour où j'ai décidé de convoquer le peuple par référendum sur l'Europe. Parce que je pensais qu'à partir du moment où, en vertu de ma propre décision, bien qu'elle fût sur proposition du gouvernement, mais enfin on le savait, je convoquais les

électeurs pour une consultation qui n'était ni obligatoire ni prévue, si, après cela j'usais de mon pouvoir de dissolution pour appeler les électeurs aux urnes de façon prématurée, je donnerais précisément l'impression d'abuser de mes pouvoirs. Et, de ce jour-là, j'ai été décidé à changer de gouvernement. »

Les choses sont dites sans ambages : le nouveau gouvernement était destiné à reléguer la « nouvelle majorité » de OUI sortie des urnes du 23 avril. L'échec du référendum vide de sa portée le remplacement de Chaban par Messmer, tandis que Pompidou se trouve de nouveau prisonnier de sa majorité.

Pompidou plus que jamais isolé

Malgré lui, en dépit de tous ses efforts, Pompidou se retrouve, chef de l'U.D.R., plus isolé que jamais. Le reclassement politique qu'il n'a su ni entreprendre, ni, bien sûr, mener à son terme dans l'ordre, d'autres vont maintenant le tenter à sa place. Dans le désordre, « dans un torrent de boue dont, a dit Pompidou, je finirai par croire qu'il n'est pas inorgane ». Mettant à profit, ou même peut-être, s'agissant de certains, provoquant les scandales et notamment l'affaire Aranda, les clans et cliques bourgeois en décomposition s'efforcent de se placer à l'avance en prévision de l'imminente crise de régime. Et Pompidou se voit contraint, à son corps défendant, de couvrir tous et toutes, pour défendre la majorité rétrécie et vermoulu qui demeure son seul point d'appui, avec son cortège de copains, de coquins, de protégés, de protecteurs et de proxénètes, députés et politiciens. La voilà, malgré lui, sacré chef de cette nouvelle Société du 10 décembre, couvrant le gang qui met le pays au pillage, dépêchant partout en France ses surintendants de police, instituant la République des mouchards... Mais, rien n'y fait, rien n'y fera. Rien, dans ce système corrompu qui ne saurait pourrir, désagréger, usé jusqu'à la trame. La majorité UDR s'accroche, et risque de faire sombrer le navire. Le discrédit est total. On voit peu à peu le régime rentrer dans le sol.

Car il ne s'agit pas d'un quartier de gangsters que l'on pourrait éliminer de quelques coups de sabre. C'est tout l'édifice de l'Etat bourgeois qui est rongé par la gangrène, du haut jusqu'en bas. Il n'y a pas que les attachés de cabinet pour « voler » les dossiers des administrations. Les ministres eux-mêmes, comme l'a reconnu Chalandon, trient et emportent les documents qui les intéressent. Alors alors ! Le « secret professionnel », le « secret des affaires », propos ou moins propres, ne serait donc qu'un seul usage des travailleurs et des petites gens ? N'est-il pas légitime, dès lors, d'exiger l'ouverture des livres de comptes, la contrôle des organisations d'employés et de fonctionnaires sur les opérations des banques et de la haute administration ?

On épingle quelques trafics d'influence de médiocre envergure. Mais on sait le fait qu'il est monnaie courante — si l'on peut dire — que les hauts fonctionnaires « pantouflent » dans le « privé », où les dizaines de millions de salaires qu'on leur verse servent bien évidemment à monnayer la « sympathie » et la « coopération » de l'administration.

La bourgeoisie cherche à se rassurer

Bien sot qui s'émeut du cas d'un obscur député UDR de province qui « touche » une enveloppe de 30 000 F quand Leonard, ancien premier président de la Cour des Comptes préside maintenant aux destinées de « Cofiroute », quand Diebolt, ancien préfet de Paris, est aujourd'hui nommé par la Banque de Paris et des Pays-Bas, quand les trois derniers gouverneurs de la Banque de France président, le premier la Compagnie Internationale des Wagons-Lits (Deroy), le second Rhône-Poulenc (Baumgartner), et le troisième Roussel-Uclaf (Brunet). Et l'on pourrait ici faire la liste des sièges occupés par les anciens directeurs du Trésor, les inspecteurs des Finances, les chefs de service du Commissariat au Plan, etc., etc. C'est l'Etat bourgeois qui est pourri, vermoulu, corrompu de la base au sommet. C'est lui qu'il faut abattre.

Tous cherchent à se rassurer. Pompidou s'efforce de les rassurer : « ... Il se trouve qu'au cours de la dernière année, celle qui a commencé à l'automne, l'année de travail, le nombre des journées de travail perdues pour faits de grève en France a été de moitié inférieure à celui de l'an dernier, légèrement inférieure à la moyenne des dix dernières années, même bien sûr en mettant à part 1968... » Mais ils n'y croient pas eux-mêmes.

Tous attendaient quelque chose.

Le journal Combat :

« On attendait Saint-Louis... ce fut Guizot. »

Lecanuet, du centre démocrate :

« Les Français attendaient un souffle, l'annonce d'un grand dessin qui les entraîne hors de la triste médiocrité du présent. Cet espoir a été déçu. »

Curieusement, « la Ligue Communiste » (pablote) attendait aussi quelque chose :

« On attendait Saint-Just. On entendit Tartuffe. »

Saint-Louis, Saint-Just, Guizot ? Etrange métaphore. Pourquoi Guizot ? Parce qu'il fut le soutien de Louis XVIII ou bien parce que sa politique réactionnaire contribua à la révolution de 1848 ?

Quant à la « Ligue Communiste », qui attendait Saint-Just sous les traits de Pompidou et entendit Tartuffe, il y a de quoi se perdre en conjectures. La profondeur de l'analogie historique souligne le caractère pénétrant de l'analyse politique de cette organisation.

En haut on ne peut plus comme avant

Pompidou a déclaré, à propos de la hausse des prix :

« C'est, à l'heure actuelle, je dirais même le seul vrai nuage qui pèse sur l'économie française. »

Une seconde, admirons le style et les paraphrases, dans le langage d'un médecin soignant un malade atteint d'un cancer généralisé :

« C'est, à l'heure actuelle, je dirais même le seul vrai nuage qui pèse sur la santé de mon patient. »

Les Echos, qui relève ce seul « vrai nuage », commente :

« C'est dire, en clair, qu'on ne prendra d'ici aux élections que des mesures conservatoires d'ordre monétaire, sans précipitation et sans plan de stabilisation, l'objectif prioritaire du gouvernement étant de ne pas casser l'expansion et de ne pas mettre en cause l'emploi », pour compléter dans un autre article :

« Mais si la déclaration de M. Pompidou doit apaiser l'inquiétude des industriels et des commerçants, il est à craindre en revanche que la certitude maintenant quasi absolue que l'on n'envisage pas un dispositif de blocage risque de susciter quelques remous dans les milieux syndicaux. »

Nous y arrivons. La « politique économique », le « seul vrai nuage », la « hausse des prix » ne sont pas les manifestations d'une quelconque malice, une sorte de mauvais savoir-faire dont l'inflation serait la rançon, pas plus que les scandales seraient la rançon de mœurs politiques douteuses. Il s'agit en vérité, de la décomposition généralisée de la société, nationale et internationale, ment où « en haut » il n'est plus possible de vivre comme auparavant et en bas...

Le comité directeur du Centre National des Indépendants déclare :

« Ce qu'il faut, c'est rejeter tout à la fois la présente dégradation des mœurs politiques et la menace d'un front populaire qu'un mécontentement général pourrait conduire au pouvoir. » (Cité par le journal Combat.)

Cet appel à un bonapartisme musclé n'est qu'un vœu pieux. La société capitaliste se décompose et la classe dominante avec elle : la classe ouvrière est debout, elle a l'initiative dans la lutte des classes, commence à poser et posera demain avec encore plus de force la question centrale : celle du pouvoir.

ACHETEZ VOS LIVRES A LA S.E.L.I.O.

(Société d'Édition et de Librairie d'Informations Ouvrières)

Ouvert tous les jours, de 16 heures à 20 heures (sauf le dimanche)

- Grand choix de livres sur le mouvement ouvrier.
- Réductions sur les prix.
- La presse trotskyste du monde entier.

S.E.L.I.O. - 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - PARIS 10

UAB
Biblioteca de Informació
Hemeroteca General
CEDOC

LES ENSEIGNANTS ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

Les scandales succèdent aux scandales allègrement. Chacun y met du sien pour en révéler de nouveaux. Les enseignants ne s'y trompent pas : il ne s'agit pas d'une simple question d'honnêteté, de bonnes ou de mauvaises intentions. C'est le régime, c'est l'Etat bourgeois qui sont en cause.

Dès lors, la question vient sur toutes les lèvres, l'interrogation domine dans le pays : par quoi remplacer le gouvernement Pompidou-Messmer ?

Les travailleurs, les enseignants et les jeunes se posent la question : comment aller au socialisme ? comment en finir avec le capitalisme ?

Les enseignants ont fait beaucoup d'expériences ces dernières années. Ils peuvent répondre clairement à ces questions vitales.

Ils savent que le patronat et ses partis politiques cherchent depuis des années à démanteler l'Education nationale. Pour n'y être pas encore parvenus, parce qu'ils ont affaire à une force puissante qui se bat et résiste depuis des années, une force organisée dans son immense majorité dans la FEN (regroupant toutes les tendances du mouvement ouvrier), ils ont cependant réussi à créer un désordre incalculable :

- manque de postes, de locaux, de matériel,
- classes surchargées, licenciés au chômage par milliers,
- maîtres formés sur le tas.

Telles sont les conditions de travail des enseignants et des élèves aujourd'hui.

Du plan élaboré par le très radical Billères en 1959, à celui d'Edgar Faure en passant par Fouchet en 63, Peyrefitte (aujourd'hui secrétaire général de l'UDR) puis Guichard et enfin le clérical Fontanet, s'affirme une même volonté, fort heureusement contrariée par la lutte des classes :

- confier la « formation » professionnelle de la jeunesse ouvrière aux patrons, afin d'attacher l'apprenti à l'usine comme le serf l'était au seigneur. Donc détruire l'enseignement technique public,
- attribuer des milliards à l'enseignement privé (à 91 % confessionnel) dans le cadre de la loi Debré-Pompidou et la pénurie pour l'Enseignement laïque public,
- déqualifier le corps enseignant, détruire les EN, les IPES, les CREPS, les ENSEPS, les ENS (tous centres laïques),
- démanteler et privatiser (en d'autres termes américaniser) l'enseignement supérieur,
- détruire le statut de la Fonction publique, garantissant les droits et acquis du corps enseignant.

Telle est la volonté du patronat et de ses partis politiques : démanteler l'Education nationale, détruire la laïcité, s'attaquer aux droits et acquis du corps enseignant, briser la jeunesse !

Alors les enseignants qui ont combattu, qui combattent et combattront cette politique, expression des intérêts de classe de la bourgeoisie, rejettent toute solution gouvernementale fondée sur la participation des représentants du patronat, de la bourgeoisie, car cela signifierait renoncer à voir satisfaites leurs revendications fondamentales :

- Abrogation des lois Debré-Pompidou d'aide à l'enseignement privé,
- Abrogation des lois de juillet 71 s'attaquant à l'enseignement technique public,
- Nationalisation totale de l'enseignement sans aucune ingérence du patronat et de l'Eglise,
- Gratuité totale de l'école unique et laïque.

Les enseignants ne cherchent ni à épurer l'UDR, ni à replâtrer l'Etat bourgeois.

Ce qu'ils veulent, c'est que les organisations ouvrières dans l'unité les entraînent au combat, dès maintenant, sur ces objectifs.

Ce qu'ils veulent, c'est que le PC et le PS combattent pour le pouvoir.



* — Soeur de la Nativité de Valence... est nommée institutrice publique... —

Allons-nous revoir cela ?

Ce qu'ils veulent, c'est un gouvernement ouvrier sans représentants de la bourgeoisie et de l'Eglise.

Nul n'a le droit de tergiverser ou d'hésiter alors que la bourgeoisie cherche à se donner les moyens politiques pour poursuivre ses objectifs réactionnaires.

Unité tout de suite contre Pompidou-Messmer pour la satisfaction de nos revendications !

D'ores et déjà, il est possible de révéler les profits que réalisent des trusts comme Hachette sur le dos de l'activité pédagogique des enseignants. Les syndicats des employés d'édition et des banques le peuvent !

La nationalisation de ces puissances financières ne permettra-t-elle pas de rentabiliser un matériel pédagogique nécessaire actuellement à des prix prohibitifs (éditions, moyens audio-visuels, etc.). D'ores et déjà, nous savons qu'un gouvernement ouvrier, s'il veut satisfaire les revendications, s'il veut réaliser ce pourquoi les travailleurs l'auront porté au pouvoir, devra nationaliser ces trusts sans indemnité ni rachat. Sinon, il faudra attendre des années avant que les espoirs des travailleurs soient réalisés, à cause d'un endettement considérable. Et puis qui paierait ? Les travailleurs, les enseignants par leurs impôts ? Il ne peut même pas en être question. De même, en ce qui concerne les établissements privés, des milliards et des milliards leur ont été versés depuis des années par Debré-Pompidou sur les deniers publics. Allons-nous les payer une deuxième fois en les indemnisant ?

Nationalisation totale de l'enseignement sans indemnisation des établissements privés !

Pour la réalisation de ces objectifs qui sont ceux du mouvement ouvrier, tout entier, la manifestation centrale et nationale du Comité national l'Action Laïque, prévue en décembre, peut et doit être un moment important de ce combat.

C'est bien pour cela que la laïcité est attaquée aujourd'hui, de toutes parts :

- 1300 postes sont prévus pour les Congrégations dans le budget 73,
- le journal La Croix vient de publier la déclaration suivante de la CFDT : « Ouvert à tous, le service public doit permettre à chacun de s'exprimer dans le respect de la diversité des opinions et des croyances des autres. Cette condition étant remplie individuellement, le Conseil fédéral ne saurait admettre que certains soient exclus de la fonction enseignante en fonction de leurs opinions ou de leur engagement dans la société, fussent-ils CLERCS ou membres de l'appareil d'un parti politique ».

Nous n'attendions rien d'autre de La Croix, organe en langue française du Vatican. Nous n'attendions pas autre chose de la CFDT dont on connaît les liens étroits avec le même Vatican. Il est cependant étonnant que G. Marchais se prête à de telles assertions en écrivant dans l'Humanité :

« Cela (préoccupation des prêtres) supposerait qu'ils ne soient pas, bien qu'ecclésiastiques, des représentants consacrés de l'Eglise considérée comme un corps constitué et ses mandataires au sein de l'école ou de l'Etat. »

Enfin ! Chacun sait qu'après avoir soutenu l'Ancien Régime contre la République, puis la République bourgeoise contre le Socialisme (depuis Léon XIII), l'Eglise, sous des masques s'adaptant aux réalités « modernes » a toujours constitué un pilier international de la bourgeoisie. Force internationale contre-révolutionnaire, l'Eglise injurait la Révolution socialiste d'Octobre 17 et bénissait les armées hitlériennes menant croisade contre le bolchévisme ! Ses encycliques affirment toujours les principes fondamentaux de la défense de la propriété privée des moyens de production, de défense de l'Etat bourgeois !

S'associer au Vatican, c'est renoncer au socialisme !

Allons plus loin encore. C'est résigné que le Vatican commença à construire ses propres écoles après sa défaite politique de 1905 (séparation de l'Eglise et de l'Etat). Son rôle a toujours été de coloniser l'Ecole publique de l'intérieur, de faire rétribuer ses prêtres par ce biais, d'endoctriner la jeunesse en l'éduquant dans les principes du respect de l'ordre établi. En Espagne, l'Eglise et Franco veulent liquider le Concordat pour... que les prêtres s'installent dans l'Ecole et l'Université publiques.

Les enseignants n'accepteront jamais d'avoir des prêtres pour collègues !

COMMUNIQUE DU SECRETARIAT GENERAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

« Pour 1972-1973, l'accroissement des effectifs devait être d'environ 50 000 élèves. Ces chiffres montrent que l'Enseignement Catholique s'accroît un peu plus vite en pourcentage que le Public... Rappelons que le VI^e plan ne prévoyait qu'une augmentation de 20 000 élèves par an pour le Privé... L'Enseignement Catholique représente 95 % des élèves de l'Enseignement Privé et même 99,5 % dans le 1^{er} degré. » Sans commentaires.

Informations Ouvrières commence la semaine prochaine une série d'articles « LAÏCITE - DEMOCRATIE et SOCIALISME ». Le débat mené actuellement par Marchais, la Hiérarchie Catholique et les cercles cléricaux du PSU et de la CFDT veut faire croire que la laïcité peut être dépassée, « ouverte » sans dommages pour la classe ouvrière. Informations ouvrières démontrera que le but de cette campagne est d'intégrer les fonctionnaires et agents de l'Eglise dans le corps enseignant, pour que les enfants dès l'âge de 5 ans soient soumis à l'endoctrinement de l'Eglise. Non contents d'avoir construits leurs écoles avec l'argent de l'Ecole publique, ils veulent maintenant se la soumettre entièrement.

Informations Ouvrières démontrera que les entreprises réactionnaires de « l'école sans maître » ne sont que la couverture « de gauche » de toutes ces manœuvres cléricales.

Il faut le dire clairement : un gouvernement défendant les intérêts des travailleurs (y compris des travailleurs catholiques) ne peut comporter en son sein aucun représentant de la hiérarchie catholique. La laïcité de l'école exige que les prêtres soient écartés des tâches d'enseignement. Leur domaine, c'est celui de la religion. C'est tout. Ce serait violer la liberté de conscience que de remettre en cause ce principe. Ce serait tourner le dos au socialisme et opérer un retour d'un siècle en arrière !

Tels sont les problèmes politiques posés dans l'enseignement lors de cette rentrée scolaire.

L'OCI (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) n'a pas d'intérêts distincts de la classe ouvrière dans son ensemble. Elle exposera sa politique, ses buts, ses moyens et ses méthodes Vendredi soir 29 septembre, à la Mutualité.

L'OCI combat pour la construction du Parti révolutionnaire nécessaire à la victoire de la Révolution Socialiste. C'est donc en toute connaissance, en toute liberté que les enseignants de toutes tendances répondront et s'organiseront avec les militants trotskystes sur ce qui est juste aujourd'hui dans la lutte pour le socialisme.

Dès maintenant l'OCI invite les enseignants à s'organiser pour mener, sur tous les terrains de la lutte des classes, le combat politique pour la défense de la laïcité, partie intégrante de la lutte pour un gouvernement ouvrier dont les Assises de novembre doivent permettre de rassembler la force militante consciente de la nécessité de la rupture avec la bourgeoisie, de la nécessité du Front unique ouvrier.

Abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIERES »

Correspondance
Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
PARIS 11^e
C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n°) 50 F
Etranger (1 an) 60 F
6 mois (24 n°) 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 Paris
Biblioteca de Comunicació General
CEDOC

CE QUE VEULENT TOUS LES TRAVAILLEURS

L'action unie pour arracher satisfaction

Monsieur Edgar Faure vient de mettre en place neuf commissions de « concertation ». Leur but est « la réflexion sur certains thèmes particulièrement importants, en même temps que la mise en œuvre rapide de certaines réformes annoncées par le gouvernement ».

Il n'y a pas de doute que de nombreuses réunions auront lieu, que ces groupes « constitués de façon souple » associeront les représentants des organisations professionnelles et syndicales. Toutes les revendications importantes y seront examinées.

La conclusion s'impose donc : c'est le gouvernement qui est responsable de la réponse à apporter à ces revendications. Il se désigne lui-même par cette procédure comme l'adversaire direct des travailleurs.

D'ailleurs, dans le même temps où ces commissions sont mises en place, les misérables mesures du « Plan social » de la rentrée sont mises en application, dans un désordre et une gabegie incroyables.

Il n'est que de voir les difficultés qu'a le ministère des « Affaires sociales » à faire payer les quelques augmentations d'allocations familiales pour mesurer le désordre de l'Etat.

Ces mesures devaient permettre d'assainir le climat « à la veille de la conférence de Pompidou. On sait ce qu'il en a été. Pourtant, l'existence même de certains avantages octroyés (qui ne font certes pas le compte) montrent bien qu'il est possible d'obtenir plus, si l'on s'en donne les moyens.

Pompidou à ce sujet a été clair : rien ne sera fait pour juguler l'inflation, arrêter le chômage. Le patronat, le gouvernement disent globalement que les travailleurs doivent payer et s'employer à réaliser cet objectif. En même temps, ils tentent d'éviter toute explosion de mécontentement, en donnant de la publicité à leurs prétendues « mesures sociales ».

La est une contradiction majeure de la politique de la bourgeoisie : le désordre et le désarroi dans l'Etat entraînent une désorganisation dans l'administration (et le déclenchement des scandales) qui amplifie par ses maladresses et ses provocations le colère légitime des travailleurs.

Dans cette situation, les patrons sont désarmés, bien qu'ils maintiennent tous leurs objectifs de sur-exploitation.

A lors il est possible d'arracher tout de suite les revendications !

L'une des conditions c'est la réalisation de l'unité. Pour cela, il faut que les travailleurs eux-mêmes, avec leurs syndicats, soient appelés à se rassembler, s'organiser pour combattre : assemblées générales, conférences ouvrières et démocratiques sont, seront à l'ordre du jour.

Les travailleurs sont déjà engagés dans ce processus : aux Forges de la Vence, comme l'O., en rendant compte la semaine dernière, la résolution de vaincre a permis d'obtenir les 50 centimes d'augmentation du salaire horaire, à Nantes, le combat de l'avant-garde dans le bâtiment éclaira cette situation politique instable où la classe ouvrière fait son chemin et dégage ses propres solutions.

COMPAGNIE DES SIGNAUX SUPPLEMENT I.O., N° 8 DU 18-9-72 : L'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE

• Appréciations :

Le directeur informe les délégués du personnel au mois de juillet — que tout le monde qualifie de « trêve » — d'une décision qui va bouleverser la vie de centaines de travailleurs : LA DECENTRALISATION à ORSAY des établissements de Lournel. Puis il s'en alla en vacances.

Après avoir pendant des mois refusé de dire leur avenir aux salariés de l'établissement, M. Henric s'explique : sans doute les prix ont-ils suffisamment monté, grâce à une spéculation honteuse qui a lieu dans le 15^e comme partout, pour qu'il puisse dire : « Je vends ». Il gagne des milliards de francs de façon artificielle, spéculative, mais il refuse de satisfaire les revendications qu'avancent les organisations syndicales de l'entreprise pour la défense du personnel.

Appréciations :

C'est au mois de juillet que l'indice des prix (pourtant bien en deçà des réalités) annonce 0,9 % d'augmentation. Le rythme annuel réel de hausse des prix dépasse sans aucun doute 12 % : la spéculation, le gaspillage des ressources sont désormais les signes distinctifs des gouvernements au service du capital, Pompidou/Chaban ou Pompidou/Messmer/Faure.

Et c'est maintenant, après 14 ans de faillite (alors que les scandales ne peuvent même plus être étouffés) que les ministres capitalistes et leurs serviteurs de la plume osent dire et écrire que l'arrivée du PCF et du PS au gouvernement provoquerait une hausse des charges politiques, un endettement, etc. Alors que les prix ne cessent de monter, que la spéculation est généralisée : car c'est cela le capitalisme !

A la écouter, le capitalisme aboli, c'en serait fini des libertés ! Mais quelle liberté ont eue les 39 travailleurs licenciés dernièrement pour les « besoins de réorganisation », les 21 qui, contraints, ont démissionné, l'ingénieur qui avait

17 ans d'ancienneté ? Quelle « liberté », sinon celle de s'inscrire au chômage et de chercher un emploi ?

Quelle liberté auront les travailleurs de la C.S.E.E. s'il n'est pas fait échec à la décentralisation, sinon la « liberté » d'avoir 1 ou 2 heures non payées de transport de plus par jour, ou la « liberté » de chercher un autre emploi ?

Quelle liberté ont aujourd'hui les travailleurs de ce pays, avec l'inflation dont on leur dit qu'elle est un mal « inévitable », « inévitable », une fatalité ? Sinon celle de restreindre chaque mois leur consommation, de s'endetter avec un crédit toujours plus lourd ?

Dés aujourd'hui, les organisations ouvrières ont la « liberté », c'est-à-dire la possibilité, d'organiser la publication et le contrôle des marges et des prix pratiqués par les grands groupes capitalistes et du commerce pour juguler la vie chère, à l'aide des syndicats des employés de banque et des finances, ce qui montrerait clairement la spéculation sur les terrains financiers, les milliards que gagnent ensemble la direction de la C.S.E.E. en vendant Lournel et les sociétés spéculatives immobilières en achetant.

La direction de la C.S.E.E. refusera-t-elle encore d'augmenter les salaires des cadres, employés, ouvriers de l'entreprise en prétextant de l'équilibre financier ?

Dés aujourd'hui, l'exigence des travailleurs, contre la liberté qu'ont les patrons de licencier, c'est :

— PAS DE LICENCIEMENT !

— PAS DE DECENTRALISATIONS !

C'est ce pourquoi combattront les militants de l'Alliance Ouvrière aux SIGNAUX, parce que la lutte pour la défense des intérêts exclusifs des travailleurs est un élément de la lutte pour le front unique ouvrier, pour le gouvernement ouvrier, s'engageant à satisfaire les revendications des travailleurs en portant des coups décisifs au capitalisme.

PARIS CENTRAL TELEGRAPHIQUE : SUPPLEMENT I.O., N° 11 DU 21-9-72 : CONTROLE SYNDICAL OU PARTICIPATION ?

« Cela ne peut être qu'avec dégoût que les travailleurs mesurent le caractère profondément vicié du personnel politique dirigeant de la bourgeoisie, et par-delà les hommes, des structures, des institutions mêmes, de l'Etat bourgeois.

Chaque jour qui passe, chacun peut vérifier la caractérisation qu'a donnée Auguste Blanqui, au siècle dernier sur « l'Etat Républicain » : C'EST UNE GENDARMERIE DES RICHES CONTRE LES PAUVRES. De l'avoir fiscal aux aides à l'industrie, en passant par les « recommandations » des parlementaires auprès des ministères, se déroulent peu à peu toutes les ficelles permettant en toute légalité à une minorité d'exploiteurs de continuer à voler les résultats du travail de millions d'individus.

Il ne suffit plus que toutes les lois, toutes les traditions établies, les tribunaux protègent et encouragent même l'exploitation accrue des masses laborieuses, nous apprenons que les patrons qui en profitent et leurs délégués à la direction de leur Etat violent ces mêmes lois qu'ils ont édifiées, cette même morale qu'ils ont imposée, pour gagner toujours plus ; proxénètes, gangsters, escrocs, assassins sont l'autre face des députés, ministres, policiers, prélat.

Ces révélations putrides amènent ces gens à beugler sur tous les tons qu'il y a des gens honnêtes, et que c'est même la majorité. Voyons ! Honnêtes, ceux qui usent le fruit du labeur de millions d'hommes ? Honnêtes, ceux qui s'offusquent du geste désespéré des Palestiniens à Munich (qui, en soi, ne règle en rien la situation des travailleurs et petits paysans palestiniens privés de terres depuis la fin de la guerre, sinon que ce geste les isole un peu plus) et apprécient l'assassinat légal au Vietnam, en Irlande, en Jordanie, etc.

C'est le capital, ses hommes et son Etat, qui, de par sa nature, est le géniteur de tous les maux ; c'est lui qui pousse des hommes au désespoir, réduit les autres à la misère ou en chair à canon ; c'est lui qui porte la responsabilité de toutes les affaires malodorantes dont on fait grand cas aujourd'hui.

Il devient maintenant de plus en plus évident à la classe ouvrière qu'il est urgent de substituer au gouvernement de la bourgeoisie un gouvernement formé des représentants des travailleurs, un gouvernement des organisations ouvrières unies dans lequel aucun représentant du capital et d'un de ses partis ne siègerait.

Les deux grands partis ouvriers, le PCF et le PS se sont mis d'accord avec la gauche Radicale et Socialiste, partis bourgeois, pour un programme

commun de gouvernement. Ils affirment qu'il n'y a aucun danger : quant à nous, nous sommes sûrs du contraire.

Comme en '38, une fois au gouvernement, ils ne pourront que s'opposer à la nécessaire liquidation du capital, c'est-à-dire de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il est impossible de composer avec la bourgeoisie en matière de gouvernement : il faut briser tous les liens avec elle et dès maintenant.

Dans les P.T.T., par exemple, où depuis de nombreuses années l'ingénieur général Henri Jannès a révélé les plus grandes fraudes et compromissions, où nous savons que les chefs de services du ministère installent leurs bureaux dans de luxueux appartements, en dehors des locaux du ministère et à nos frais, où des milliards de bénéfices sont versés directement dans les caisses des grands patrons, il est possible immédiatement d'entamer la lutte contre la matérialisation du capital au pouvoir, le gouvernement Pompidou/Messmer/Germain.

Que les directions syndicales du ministère publient tous les chiffres, toutes les « affaires », toutes les menaces qui pèsent sur le personnel. Que l'ensemble des fédérations, avec l'aide des organisations politiques, appellent l'ensemble des travailleurs postiers à se réunir pour désigner leurs délégués à une Conférence ouvrière et démocratique pour engager la résistance unie contre ce gouvernement.

C'est ainsi que peut s'engager la bataille pour un gouvernement PC/PS sans attendre les résultats hypothétiques des élections de mars 1973. C'est préparer les éléments permettant la mise en place à tous les niveaux du contrôle syndical sur l'administration qu'il faut substituer à la participation des syndicats dont fait état le programme commun.

La participation est une théorie mettant en cause l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat. Aucun travailleur conscient ne peut accepter une telle proposition. Il est évident que ceux qui estiment pouvoir nous mener au socialisme avec les Radicaux doivent s'expliquer.

Quant à nous, nous mènerons bataille pour que les directions des organisations s'unissent à la suite des dizaines de travailleurs de toutes tendances de Paris Central/Paris Bourse/B.C.R. pour qu'elles convoquent l'assemblée générale commune.

Nous mènerons bataille pour rassembler tous ceux qui luttent contre le gouvernement Pompidou/Messmer, pour un gouvernement des réels représentants ouvriers, pour l'assemblée ouvrière et démocratique des P.T.T., étape de la mobilisation unie des travailleurs.

MAITRES AUXILIAIRES AU CHOMAGE : UNE ASSEMBLEE AVEC L'UNEF

Cinq mille licenciés d'enseignement au chômage pour la rentrée 72 : quand Informations Ouvrières expliquait l'an passé qu'aujourd'hui il y a trop d'étudiants, trop de gens possédant des diplômes pour le capitalisme, certains restaient sceptiques. Le scandale éclate maintenant. La solution individuelle, le piston ne sont plus d'aucun secours. La faillite du capitalisme, la crise de la société dans son ensemble, rejette sur le pavé des milliers de jeunes ayant pendant des années travaillé dur pour arracher leurs diplômes.

Les chômeurs font partie des 100 000 demandeurs d'emploi dans ce pays. Ils sont l'image de l'avenir de l'étudiant, du lycéen, de l'élève d'aujourd'hui si le capitalisme se perpétue. La haine pour la bourgeoisie gagne des secteurs toujours plus larges de la jeunesse. La nécessité de combattre pour la révolution socialiste surgit de la vie quotidienne. C'est pourquoi les chômeurs de l'Education nationale veulent se battre (Maitres-

Auxiliaires, surveillants, étudiants diplômés sans travail, et donc se rassembler pour se battre. Cinq mille cas : c'est là un problème général !

C'est pourquoi l'UNEF a pris l'initiative de convoquer une première assemblée pour faire le point et dégager les moyens à mettre en œuvre pour que l'unité se réalise contre le gouvernement.

Nous savons que la Ligue Communiste se drapant du sigle « comité auxiliaire » appelle, elle aussi, à une assemblée.

L'UEC, fait de même.

Les Maitres Auxiliaires disent avec l'UNEF : « L'unité tout de suite de tous ceux qui prétendent vouloir réellement défendre les chômeurs. Rassemblement des chômeurs de l'Education nationale avec l'UNEF et le SRES. Nul ne peut prétendre de divergences. Il revient aux MA et aux surveillants au chômage de décider démocratiquement, avec les syndicats, des formes du combat qu'ils entendent mener. »

A NANTES, DANS LE BATIMENT

les travailleurs ont imposé le comité central de grève pour vaincre dans l'unité

COMMENT LA LUTTE S'EST ENGAGEE

DES le retour des congés, à l'entreprise Moisan-Laurent-Savay où seule la CGT est représentée, les travailleurs partent en grève totale et obtiennent après un jour et demi de grève 15 à 20 centimes de l'heure, plus le paiement d'une demi-journée de grève.

Face aux disparités importantes des salaires bâtiment-métallurgie (1,50 à 2 F de l'heure), la hausse des prix, la remise en cause du pouvoir d'achat, les offres d'emploi plus nombreuses dans la profession en ce moment, ces éléments permettent que la classe ouvrière exprime son mécontentement.

Ainsi, le 14 septembre, sur un chantier de l'entreprise Coignet, la grève totale part spontanément. La CGT, majoritaire sur le chantier, ne formule aucune revendication. Les travailleurs débordent. Le mouvement s'étend au chantier des Abattoirs, à la Buquelière, à la Salentine.

Le vendredi 15 à l'usine de pré-fabrication, la section syndicale CGT-FO propose le cahier de revendications à la CGT :

- 1) 0,40 F de l'heure uniformes pour tous,
- 2) la mise en place de la mensualisation au plus près de l'horaire réel,
- 3) l'examen et l'harmonisation des classifications,
- 4) la conclusion d'un avenant à la Convention collective pour les problèmes particuliers à l'entreprise.

CGT-FO et CGT déposent en commun le cahier de revendications. La direction dit NON aux 0,40 F. Dès le lundi 18, à l'appel des deux sections syndicales, les travailleurs de l'usine partent en grève totale et élisent leur comité de grève où toutes les nationalités sont représentées. Cette initiative est reprise immédiatement sur

tous les chantiers Coignet. Le comité de grève représente de ce fait tous les chantiers.

La direction refuse toujours de négocier. Le lendemain 19, un tract des comités de grève CGT, CGT-FO Coignet est diffusé dans toutes les entreprises du bâtiment. Il appelle à la lutte sur les mêmes revendications.

Le 21 se tient l'intersyndicale du bâtiment CGT, CGT-FO et CFDT. Alors que la CGT est contre la généralisation et préconise le dépôt d'un cahier de revendications par entreprise, et que la CFDT, démagogique, présente une plate-forme hiérarchisée : 0,60 F aux manœuvres, 0,30 F aux chefs d'équipe, la CGT-FO combat pour la généralisation pour le bâtiment du mot d'ordre de 0,40 F et la généralisation du mouvement. Un accord se fait pour un meeting le jour de la commission mixte.

Le 21 à midi, à l'initiative de la section FO, l'entreprise Grossin part spontanément en grève illimitée sur les mêmes revendications que Coignet. CGT et CGT-FO sont représentés dans cette usine. Un comité de grève est élu et forme avec Coignet le Comité central de grève. L'isolement est rompu. La grève s'étend.

ETDO et d'autres entreprises rejoignent la grève. A ce jour, lundi 25 septembre à 11 h, nous apprenons que les travailleurs de l'entreprise ETDO ont repris le travail, attendant le mot d'ordre de leur syndicat CGT, seule représentée dans l'usine.

A 14 h 30, après les démarches des travailleurs du comité de grève, la grève doit reprendre. Une délégation est présente à la réunion du Comité central de grève. La Commission mixte du bâtiment est prévue pour mercredi 27 à 9 h. Cette réunion marquera une date importante pour l'évolution du conflit.

LE COMITE DE GREVE ET LES SYNDICATS

DANS ce conflit, comme expression particulière de la nécessité pour la classe ouvrière de contrôler son mouvement, spontanément les travailleurs retrouvent les formes d'organisation de leur centralisation : le comité de grève. Le comité de grève unifie syndicats et travailleurs en grève. Par le comité de grève, les travailleurs reconquièrent le syndicat pour le service exclusif de leurs intérêts.

Ainsi, chez Coignet, après le démarrage de la grève, les syndicats déposent le cahier de revendications qui formule celle exprimée par les travailleurs : 0,40 F de l'heure pour tous. Dans le même temps, l'Assemblée générale convoquée par les organisations élit son comité de grève où siègent, avec les syndicats, les travailleurs élus, représentant tous les travailleurs français et émigrés.

Chez Coignet, il est composé des syndicats CGT et CGT-FO et des représentants des travailleurs français et portugais. Le président est un travailleur français de l'usine.

Cette forme d'organisation permet de regrouper tous les travailleurs de l'entreprise, dispersés sur les chantiers, y compris là où les sections syndicales n'existent pas. En se renforçant, le comité de grève renforce le syndicat.

Après la diffusion d'un tract du comité de grève Coignet appelant les

travailleurs du bâtiment à l'action immédiate, nous voyons le même processus à l'entreprise Grossin. Puis c'est le rassemblement des deux comités de grève de ces entreprises pour constituer un Comité central de grève. Celui-ci prend le contrôle du mouvement et dégage les initiatives pour son développement. Il assure ainsi une permanence toute la journée où les nouveaux travailleurs s'engageant dans la grève viennent s'inscrire. Une Assemblée générale, composée de tous les travailleurs syndiqués de toutes tendances et de toutes nationalités, et des inorganisés a lieu tous les matins. Les décisions y sont prises et appliquées :

- assurer le maintien et la cohésion de la grève par les piquets de grève tous les matins,
- diffusion de tracts dans les chantiers non encore en grève,
- initiatives pour développer la solidarité sous toutes ses formes.

L'enjeu aujourd'hui pour la grève du bâtiment à Nantes est le suivant : ou le Comité central va s'élargir à toute la profession pour son contrôle efficace, ou le mouvement risque d'être récupéré par les directions officielles du mouvement ouvrier, en particulier l'appareil du PCF qui contrôle la CGT. Cela ne dépend pas uniquement du mouvement spontané de la classe ouvrière, mais aussi de l'intervention de l'avant-garde révolutionnaire.

LA PLACE ET LE ROLE DE L'AVANT-GARDE

LE rôle de l'avant-garde révolutionnaire est d'exprimer le mouvement spontané de la classe ouvrière et de dégager les voies et les moyens de sa centralisation. Par cette intervention, la jonction est possible avec les militants ouvriers, cadres organisateurs exprimant le mieux la spontanéité ouvrière.

Ainsi, après le mouvement spontané parti d'un chantier Coignet, les militants trotskystes implantés dans leurs organisations syndicales, reconnus comme dirigeants ouvriers par les travailleurs, ont exprimé la nécessité de la centralisation et du contrôle de la grève par les travailleurs eux-mêmes :

- 0,40 F de l'heure uniformes pour tous,
- prise de position unitaire des sections CGT, CGT-FO Coignet,
- élection d'un comité de grève.

Cette intervention se poursuit pour éviter l'isolement de l'usine par une prise de position des syndicats du bâtiment CGT, CGT-FO couvrant toute la profession sur les mêmes mots d'ordre et la mise sur pied du Comité central de grève Coignet et Grossin.

Il revient à l'avant-garde révolutionnaire de dégager les formes transitoires du regroupement de ces cadres organisateurs, pour la construction du parti révolutionnaire. Car là encore il est nécessaire de comprendre que la spontanéité de la classe ouvrière ne suffira pas pour abattre la bourgeoisie et son Etat.

Les organisations ouvrières représentant la majorité de la classe ouvrière doivent s'unir et dégager les moyens de réaliser le gouvernement

ouvrier sans patrons ni bourgeois. Pour ce combat, l'Alliance ouvrière a toute sa place. Par son intervention pour l'unité ouvrière, contre ceux qui divisent au nom de revendications démagogiques, comme la CFDT, les gauchistes qui veulent mettre en place des comités de soutien irresponsables, pour la centralisation de la grève en cours, elle est le cadre de confrontation et d'organisation des militants ouvriers exprimant la nécessité du Front unique ouvrier.

Ainsi, dès le lundi 25 septembre, le tract du CAO du bâtiment de Nantes appelle : « Pour les 0,40 F, travailleurs du bâtiment, élisez vos comités de grève. Tous dans la grève, tout de suite. » Le tract explique : « Les travailleurs du bâtiment ouvrent la voie pour un gouvernement ouvrier sans patrons, sans bourgeois, sans l'unité ouvrière, qui donnera satisfaction à toutes les revendications fondamentales de la classe ouvrière. »

Ce tract appelle à une réunion lundi 25 septembre à 19 heures.

La grève du bâtiment à Nantes ouvre la voie aux travailleurs des autres professions.

Ainsi, à partir de ces interventions, par le rassemblement de l'avant-garde se dégagent les moyens d'avancer dans la perspective des Assises nationales pour le Front unique ouvrier des 9 et 10 décembre 1972.

Informations Ouvrières, le journal de l'Alliance ouvrière, doit être dans ce combat l'outil qui exprime la centralisation de la grève qui se développe, le journal d'organisation des militants qui luttent pour l'unité ouvrière. Les articles publiés ici sont les premiers éléments, sur le bâtiment, à Nantes, de cette nécessité.

A PROPOS DE LA CFDT : LE VRAI VISAGE DES DIVISEURS

LES travailleurs du bâtiment en grève, avec leurs organisations, leurs comités de grève, entendent contrôler celle-ci. C'est à partir de l'intervention de l'avant-garde qui s'appuie sur la volonté des travailleurs et leur souci d'unifier leurs luttes que la bataille contre les divisions de toutes sortes doit s'engager.

Pour ne parler que d'un aspect de cette division, il est intéressant d'analyser comment l'organisation cléricale qu'est la CFDT va tenter une opération en agissant comme élément extérieur à la grève.

Alors que partout le mot d'ordre des organisations syndicales CGT et des organisations syndicales CGT-FO des entreprises Coignet, est repris par tous les travailleurs du bâtiment, la CFDT, dans un communiqué de presse qui paraît le samedi 23 septembre, établit une nouvelle grille de salaires, ainsi faite : 0,60 F pour l'OSU (manœuvre), 0,30 F pour le chef d'équipe.

L'opération est ainsi clairement définie. La CFDT, pratiquement inexistante dans le bâtiment (1), tente de s'intégrer dans le mouvement sur une base totalement contraire à ce qui avait été défini par l'intersyndicale où elle était présente. Par ailleurs, le jour de la parution de cet article dans la presse est le samedi 23, c'est-

à-dire le moment où la grève est arrivée à un tournant et où se pose la question de sa généralisation. Cette opération sera dénoncée par les organisations syndicales CGT-FO, CGT et par l'Alliance ouvrière, dans deux tracts diffusés sur tous les chantiers dès le lundi 25 septembre.

Le tract CGT, CGT-FO explique notamment : « Entre temps, la CFDT a cru devoir exprimer publiquement une revendication différente et qui ne tient pas compte de ce qu'exigent les travailleurs en lutte. Cette attitude regrettable ne peut qu'être préjudiciable à la cohésion et à l'efficacité du mouvement engagé, et c'est pourquoi les organisations CGT et CGT-FO ont indiqué à la CFDT que sa position ne pouvant entraîner que la division, elles lui demandent de se joindre aux 0,40 F. Faute de quoi la CGT et la CGT-FO prendraient acte du fait que la CFDT met en cause l'unité d'action et s'élèverait d'elle-même du meeting commun prévu le jour de la commission paritaire. »

Correspondant I.O.

(1) Ce qui s'exprime par le fait qu'après plus d'une semaine de grève, la CFDT n'a engagé aucune section dans l'action.

les travailleurs de vigo se dressent contre franco

Après Burgos en 70, SEAT en 71, El Ferrol en mars 72, la classe ouvrière espagnole engage une nouvelle fois le fer avec le régime fasciste en putréfaction.

A Vigo, ce sont 50 000 travailleurs qui répondent par la grève et la manifestation aux mesures répressives prises conjointement par l'Etat franquiste et le patronat galicien au premier rang duquel s'est illustré le trust Citroën. A l'origine, le 9 septembre, une grève des 3 000 travailleurs de Citroën-Hispania exigeant la réintégration de cinq militants syndicaux licenciés. Très vite, le mouvement de solidarité s'étend à toutes les entreprises de la ville et de la région. Le 15 et le 16 septembre, à l'appel des commissions ouvrières, la grève est générale. Les travailleurs descendent dans la rue. Heurts et arrestations se multiplient.

Le lundi 18 septembre, bien loin de reprendre le travail, les ouvriers, auxquels se joignent femmes et enfants, manifestent dans le centre de la ville et en banlieue, coupent la circulation et dressent des barricades, aux cris de « Liberté ». Les forces de répression quadrillent la ville et, pour empêcher la paralysie totale de la région, occupent marchés et transports en commun. Gouvernement et patronat lancent un ultimatum exigeant la reprise du travail.

Le jeudi 21, à l'expiration de cet ultimatum, les travailleurs répliquent par de nouvelles manifestations devant l'usine Citroën malgré les charges des « brigades anti-émeutes ». Les arrestations atteignent le chiffre d'une centaine sans que l'extraordinaire combativité de la classe ouvrière ne faiblisse.

C'est dans cette situation que gouvernement et patronat aux abois, voulant en finir avec l'agitation ouvrière incessante dans la région depuis les luttes d'El Ferrol en mars dernier, semblent s'engager vers une épreuve de force avec l'ensemble de la classe ouvrière espagnole, en décidant de licencier 4 000 ouvriers à Vigo.

A l'heure actuelle, nul ne peut présager du cours ultérieur des événements et de la façon dont la classe ouvrière réagira à cette attaque frontale. Mais déjà un certain nombre de leçons politiques se dégagent de ces luttes d'envergure.

L'AGONIE D'UNE DICTATURE

Il ne faut pas s'y tromper : la violence anti-ouvrière franquiste n'est que le reflet de la crise de décomposition qui, depuis Burgos, secoue le régime et fissure l'appareil d'Etat.

Après 35 ans de dictature, l'impasse économique et politique est totale. Derrière la classe ouvrière et sa pulsance croissante, ce sont l'ensemble des couches de la société qui sont amenées à prendre conscience que la survie de la dictature franquiste est un obstacle immédiat à chacune de leurs aspirations, des plus fondamentales aux plus quotidiennes. Tour à tour sont entrés en lutte contre le régime, ouvriers, étudiants, médecins, professeurs, instituteurs, paysans, commerçants, etc. La désaffection et le désarroi s'installent jusque dans les milieux proches du régime : après les « économistes européens », ce sont les recteurs d'Université qui désavouent la répression comme moyen permanent de gouvernement.

Le franquisme moribond s'engage dans un processus de répression dont il n'a pas les moyens politiques, vu son isolement, les hésitations de son appareil d'Etat et surtout la force reconstituée de la classe ouvrière espagnole s'appuyant sur la montée profonde de la classe ouvrière internationale. Quoi qu'en dise le calendrier franquiste, nous ne sommes plus en 1937.

Au-delà de la crise du régime, nous assistons à une crise plus fondamentale : celle de la forme de domination de classe de la bourgeoisie espagnole. Profondément identifiée avec le franquisme, incapable de préparer une solution de rechange, la bourgeoisie assiste, impuissante, à la dislocation du système et constate avec effroi que les échafau-

des se rapprochent sans qu'elle y soit préparée.

LA SAINTE ALLIANCE POMPIDOU-FRANCO

Et, bien sûr, une fois de plus, nous voyons la bourgeoisie française voler au secours de la classe dominante espagnole.



Lors de sa récente conférence de presse, Pompidou, avec son cynisme habituel, a ouvert les bras à Franco : que la majorité bleu-CRS en crise se tourne vers le fascisme brun en décomposition, voilà qui reste dans la logique des choses.

Le Monde, quand à lui, y met un peu plus de formes, mais reprend l'essentiel : dans son bulletin étranger du 20 septembre, après s'être lamenté sur « l'immobilisme » de la « vieille garde », il promet le soutien du Marché commun à la bourgeoisie espagnole pour peu que celle-ci prépare « l'après-franquisme ».

UNITE OUVRIERE POUR ABATTRE FRANCO

N'en doutons pas : à l'alliance contre-révolutionnaire, la classe ouvrière internationale saura répondre aux moments décisifs du combat de la classe ouvrière espagnole, par la mobilisation générale contre Franco, comme pour Burgos. Aujourd'hui, en France, soutenir le combat de nos frères de classe en Espagne, c'est aussi combattre pour substituer au gouvernement Pompidou, complice et soutien de Franco, un gouvernement des seuls travailleurs et de leurs organisations.

C'est la même méthode, celle du Front Unique Ouvrier, du rassemblement et du combat classe contre classe, qu'emploient nos camarades de l'Organisation Trotskyiste Espagnole : en luttant pour une préparation unitaire et démocratique de la grève générale nationale comme moyen pour en finir avec la dictature, en combattant pour qu'à tous les niveaux, travailleurs et organisations se rassemblent démocratiquement et s'organisent pour forger le Comité National de la grève générale, instrument de la victoire, l'avant-garde trotskyste ouvre la voie à la candidature de la classe ouvrière et de ses organisations au pouvoir, au gouvernement de l'Alliance Ouvrière, seule issue à la crise politique en Espagne.

DERNIERE MINUTE

On apprend qu'après 15 jours de grève, près de 12 000 ouvriers de Vigo refusent toujours de reprendre le travail. Le patronat aurait donné l'assurance que les 5 000 à 6 000 ouvriers licenciés la semaine dernière seraient réintégrés, mais une centaine de travailleurs ont été arrêtés par la brigade politico-sociale et leur « interrogatoire » par la police politique franquiste laisse craindre le pire. D'autant plus que le procès de militants catalans devant le conseil de guerre à Barcelone, Garcia Sole et Urcia Lopez met en lumière la torture couramment employée par la « justice » de Franco et dénoncée par les deux accusés menacés de la peine de mort.

C'est ce moment que choisit la bureaucratie du Kremlin pour resserrer ses liens avec le régime franquiste. Lopez Bravo vient ainsi de se rendre à Moscou pour négocier un important accord commercial entre l'Espagne et l'URSS.

qui est pierre

LA première partie des mémoires de Piotr Iakir, écrits en 1971, viennent de paraître en français (1). Ils concernent les quatre premières années de détention du jeune Iakir, arrêté (puis déporté et ensuite condamné à l'âge de 14 ans) au printemps 1937 le lendemain même de l'arrestation de son père, le général Iona Iakir. Comme le récit d'Anatoli Martchenko, *Mon témoignage*, publié il y a deux ans aux Editions du Seuil, celui de Piotr Iakir est un terrible réquisitoire contre les camps de Staline où le fils du général de l'Armée rouge a passé son enfance.

Cette première partie se termine sur la libération de l'adolescent Iakir par le NKVD, en pleine guerre, en 1942. Mais dans quelles conditions ! « Nous arrivâmes devant une grande maison en bois, éclairée à l'électricité et je fus conduit vers une porte sur laquelle il y avait une pancarte : "Colonel Petrov, chef de la section opérationnelle du NKVD des camps Oural-Nord". On me fit entrer.

« — Bonjour, asseyez-vous, dit-il en m'indiquant un fauteuil. Alors, vous voilà. Je vous voyais plus grand et plus âgé. Dites-moi bien que je sais tout de vous. Je pense que vous êtes, au fond, un Soviétique et que vous ferez tout ce que vous pourrez pour laver la faute de votre père.

« — Je ne sais en quel consiste la faute de mon père. J'ai recueilli de nombreux témoignages de son innocence, dans les camps.

« — Ne nous occupons pas de cela maintenant. Votre père a été condamné pour haute trahison, et vous, vous devez prouver que vous êtes un véritable Soviétique.

« — J'ai déposé plusieurs demandes d'envoi au front et je serai heureux de donner ma vie pour la patrie.

C'est alors que le NKVD annonce à Iakir que l'on a décidé de le libérer et qu'il pourra poursuivre ses études à l'Institut polytechnique. Mais Iakir termine cette première partie de son séjour dans les camps (qui durera dix-sept ans), par ces mots : « Il m'annonça que je serais placé sous surveillance et que, si je divulguais quelque chose sur le régime des camps, je serais jugé selon l'article 121 du code pénal. »

Dès l'arrestation de son père le 30 mai 1937, Piotr Iakir est exilé avec sa mère à Astrakhan, à l'autre bout de l'URSS, le 11 juin. Et dès le 14 septembre, Iakir et sa mère, séparés, sont envoyés dans les camps. « Au bout de trois jours, je fus désigné comme meneur des enfants des "traîtres" à la patrie. J'avais gravement déclaré à l'affreuse bonne femme qui était à la tête du Centre que, les enfants n'étant pas responsables de leurs parents, il ne devait pas être maltraités » (p. 35).

Commence alors l'interminable vie des « centres de tri », gagnés en « wagon Stolypine » (2), où le jeune Iakir est mêlé à des bandes de jeunes voleurs et à d'autres enfants, comme lui, fils et filles de dirigeants exécutés par Staline.

A la prison d'Astrakhan, il fait connaissance avec l'opposition politique à Staline, à l'automne 1937. « Dans notre cellule, Ivan Kolotilov était le seul à avoir fait de l'opposition au sein du parti. Membre d'un cercle d'étudiants trotskystes de Moscou, il avait été, dès 1928, plusieurs fois exilé. Arrêté à Astrakhan en 1932, on avait voulu lui faire avouer qu'il avait "soulevé" dans la ville un groupe de jeunes qu'il cherchait à convaincre de l'impossibilité de l'édification du socialisme dans un seul pays » (p. 47).

Pendant cette terrible année 1937, la révolution d'Octobre est encore toute proche. Nombreux sont les détenus des camps de Staline qui espèrent que le 20^e anniversaire de l'insurrection verra une large amnistie.

« Le matin du 7 novembre, les détenus revêtirent leurs plus beaux habits en l'honneur des fêtes d'Octobre. Après le déjeuner, quelqu'un entonna l'Internationale, chacun reprit courage et se joignit au chœur. Un détenu, ému, enleva sa chemise rouge, se frotta jusqu'à la fenêtre et se mit à l'agiter. Des coups de feu retentirent, venant du mirador. Puis la porte s'ouvrit, les gardiens exigeaient que le fautif sortît dans le couloir. Il reçut quinze jours de cachot. »

Ainsi se manifeste ouvertement, pour le jeune Iakir de 15 ans, la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne. Pourtant, et c'est bien compréhensible, il ne comprend pas pourquoi travailleurs, militants et jeunes subissent une telle répression : « Je trouvais que le mal venait du sadique qui avait le pouvoir. »

Déjà, en 1937, c'est pour la défense des droits démocratiques arrachés par la révolution d'Octobre et bafoués par les staliniens triomphants que Iakir engage son premier combat. « Ayant créé cette communauté égalitaire, nous en vinmes à la conclusion qu'il fallait déclarer la grève de la faim pour défendre nos droits » (p. 59). Grève qui atteindra son but.



Nouveaux transferts. Iakir apprend que ses proches ont été exécutés. Il comprend que le bain de sang ravage toute la Russie. « Que se passait-il donc dans le pays ? On pouvait à la rigueur comprendre que les dirigeants aient été exterminés : Staline consolidait son pouvoir, et ceux qui l'aidaient changeaient aussi vite que les images d'un kaléidoscope. Aujourd'hui on est chef du NKVD ou secrétaire de district, demain on est arrêté, puis fusillé. Mais on ne pouvait comprendre pourquoi les ingénieurs, les médecins, les enseignants étaient, eux aussi, arrêtés et fusillés : ils ne gênaient en rien le tyran en train de se faire diviniser. L'arbitraire avait dû se répandre à tous les échelons de l'Etat. C'était un vrai bain de sang » (p. 108).

Dans d'autres pages, nous voyons le général exécuté raconter des rescapés qui lui racontent comment s'est déroulé le procès de son père, qui lui

Iakir ?

parlent longuement de l'assassinat de Kirov à propos duquel la vérité éclate dans les prisons : « l'assassinat de Kirov avait été organisé sur l'ordre de Staline » (p. 124).

Ce sont aussi les quelques tentatives d'évasion dont l'une lui donne 20 jours de liberté, mais qui seront toujours vouées à l'échec. Et Piotr Iakir décide de ne plus tenter de s'évader, mais de durer. A tout prix et par tous les moyens, par le vol, le brigandage.

Puis commence la guerre. Les détenus commencent que la Lubianka a brûlé ses archives, que Staline a quitté Moscou. Le régime des camps devient épouvantable, les détenus deviennent pour la plupart des « cadavres ambulants ». Iakir échappe de justesse à un transfert au camp de la mort de Kolyma d'où l'on ne revient pratiquement jamais et où tous ses amis de l'époque périront.

Et c'est dans un « camp tout entier comme le purgatoire de Dante mais où les ombres se déplaçaient dix fois moins vite » qu'il rencontre Sergueï Préobrajensky, médecin qui le sauvera de la gangrène, son « père spirituel » qui lui dit : « Réfléchissez à ce que vous voyez autour de vous, observez, essayez de comprendre. »

Et l'on arrive « au printemps 1942 (ou), il y avait eu tellement de décès que la plupart des camps étaient vides ». C'est à ce moment que le NKVD « récupère » Iakir et lui promet l'Institut polytechnique à condition qu'il se taise. Le jeune homme a dix-huit ans. Il doit encore passer plus de dix ans dans les camps. C'est à ce moment que s'arrêtent les « Mémoires » de « l'enfance ».

Les militants ouvriers qui combattent pour arracher la libération du combattant inlassable des droits civiques, du militant socialiste et communiste qu'est Piotr Iakir doivent lire ce livre. Certes, il ne s'agit encore que du récit des premières années de détention et il est à souhaiter que la suite du manuscrit puisse voir le jour, que Iakir lui-même puisse le terminer, ce qui effraie les bureaucrates qui veulent le faire disparaître, menaçant de mettre ainsi à exécution ce que l'agent du NKVD lui disait au printemps 1942.

C'est pour que la vérité éclate, pour que P. Iakir soit libéré ainsi que tous ses camarades attachés à la défense des conquêtes d'Octobre bafouées par la bureaucratie qu'il faut poursuivre inlassablement le combat. La première partie des « Mémoires » de Iakir vient opportunément nous le rappeler.

(1) Piotr Iakir, *Une enfance russe*, Editions Grasset, 1972, 185 p., 18 F.
(2) Les « wagons Staline », ceux-là mêmes construits par le ministre de l'Intérieur du tsar Nicolas II pour le « transfert » des prisonniers, et réutilisés par la bureaucratie stalinienne dans des conditions encore aggravées pour les prisonniers.

LES METALLOS D'ASNIERES ET DE BOIS-COLOMBES

Une pétition exigeant la libération immédiate des emprisonnés politiques en Tchécoslovaquie circule dans les ateliers de l'usine Air-Equipement d'Asnières. Elle a recueilli en quelques jours les signatures de 71 militants de toutes tendances et 130 francs.

A l'usine Hispano-Suiza de Bois-Colombes, la même pétition a recueilli à ce jour 17 signatures et la somme d'environ 100 francs. La campagne continue.

Correspondant I.O.

partout, militants, travailleurs et jeunes agissent

DE nombreuses initiatives continuent à être prises par les militants pour la défense des militants tchécoslovaques lourdement condamnés à des peines de prison par les normalisateurs. Pétitions, prises de positions de militants du PCF et du PS qui s'expriment notamment dans les suppléments « I.O. » d'entreprises, délégations unitaires à l'Ambassade de Tchécoslovaquie, appels de syndicats de la CGT à la Fédération syndicale mondiale, cette activité démontre déjà les grandes possibilités qu'il y a aujourd'hui d'avancer concrètement dans la voie de la constitution de la Commission ouvrière d'enquête plus que jamais indispensable pour libérer nos camarades de Prague, de Moscou et de Belgrade. Le meeting du 29 septembre de l'OCI et de l'AJS fera notamment le point de la campagne qui va se déployer dans les semaines et les mois qui viennent.

dans les yvelines :

l'initiative de militants de toutes tendances

Monsieur l'Ambassadeur,

Notre honneur de militants nous fait un devoir de nous adresser à vous pour protester contre les récents procès frappant dans votre pays des militants du « Printemps de Prague » connus pour leur attachement à la cause socialiste.

Nous approuvons les initiatives qui ont été prises par nos organisations syndicales et politiques pour protester contre les procès en cours : CGT, CGT-FO, FEN, CFTD, UNEF, PC, PS, OCI, AJS, Alliance Ouvrière.

Mais nous constatons que malgré l'ampleur des protestations, les verdicts iniques continuent à frapper militants, travailleurs manuels et intellectuels qui ont refusé d'accepter l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 et ses conséquences.

Nous qui combattons pour le socialisme, pour la défense des libertés démocratiques, nous ne pouvons dès lors rester passifs, comme la bourgeoisie le voudrait, pour se servir de ces procès afin de ternir l'image du socialisme et assurer le maintien de son régime.

Nous estimons que dans les procès en cours, les garanties démocratiques doivent être données aux accusés pour qu'ils puissent se défendre, tant par la levée du huis-clos que par la présence au procès des représentants du mouvement ouvrier et démocratique international.

Certains que vous saurez accorder toute l'attention nécessaire à cette

exigence de militants qui se réclament du socialisme et s'inquiètent de la situation dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée, recevez, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de nos sentiments socialistes.

Premiers signataires :

Biencheri Alain, militant de la FEN ; Blot Jean, militant CGT-FO à la SNIAS ; Bourset, militant CFTD à la Thompson ; Baudesson Alain, militant de la FEN et de l'OCI ; Bruneau Jean-Paul (FEN) ; Cabrie Michel (FEN) ; Caillette, militant CFTD à la SNIAS ; Coste Michel, militant CFTD à la RNUR ; Culerier Michel (FEN) ; Debecker André, militant de la FEN et du PS ; Delaune J., militant de la FEN et de l'OCI ; Dupuy Patrice (FEN-OCI) ; D'Hieu Monique (CGT) ; Delamotte Jean, retraité ; Guyon André, militant CFTD à la LTT ; Guigou Alain (FEN) ; Gin Michel (FEN) ; Judfin J.J. (AJS) ; Manzagol, militant du PC de 1954 à 1968 à la CII ; Malek André (FEN) ; Martin Maurice (UNEF, FEN, AJS) ; Mauquitt Alain, militant CGT à la RNUR ; Pelletier Denis (Libre Pensée, FEN) ; Phol Robert (FEN) ; Penitot Patrick (CGT FO SNIAS) ; Pény Gérard (CGT-SNIAS) ; Ratel Julien (CFTD-RNUR PS) ; Sanvoisin Daniel (CGT) ; Salzberg Raoul (CGT-Matra) ; Stassinat Gérard (FEN-OCI) ; Sabatié Gérard (FEN-PS) ; Savigny Marie-Françoise (FEN) ; Tourguine Marc (CFTD Sulzer) ; Tartary Pierre (FEN).

LA POSITION DU SYNDICAT DES CORRECTEURS LA FSM DOIT AGIR

Nous publions ci-dessous, au nom de son comité syndical, une lettre du secrétaire du syndicat CGT des correcteurs adressée au Bureau Confédéral de la CGT, demandant à la CGT de saisir les instances de la Fédération Syndicale Mondiale à propos de l'action nécessaire contre les procès en Tchécoslovaquie. Par ailleurs, le comité syndical des correcteurs a adressé le même jour, 13 septembre, une lettre de protestation à l'Ambassade de Tchécoslovaquie à Paris dans laquelle il « insiste pour que de tels procès ne se renouvellent pas, pour que les emprisonnés politiques soient libérés, et pour que les libertés politiques garanties par la constitution de l'Etat tchécoslovaque soient respectées ».

Paris, le 13 septembre 1972

A la CGT

Chers camarades,

Notre comité syndical réuni le 29 août, s'est félicité de la prise de position du bureau confédéral, en date du 2 août, par laquelle la CGT déplore vivement la nature politique des procès en cours en Tchécoslovaquie, procès qui contredisent les assurances données en février dernier par le conseil central des syndicats tchécoslovaques.

Le comité syndical estime cependant que cette protestation aurait plus de poids si elle était reprise par la FSM. Il vous demande donc d'intervenir auprès d'elle pour qu'après avoir examiné le problème la FSM fasse connaître sa position.

Recevez, chers camarades, nos amitiés syndicalistes.

pour le comité, le secrétaire,
Francis Le Dô

dèles, qui luttent pour la libération de l'humanité, nous savons que seules les masses travailleuses sont en mesure d'amener à terme une solution. C'est pour cela que nous appelons toutes les organisations ouvrières à créer une commission pour la libération de tous ceux qui luttent pour le socialisme dans les pays de l'Est.

Tu viens d'adhérer à titre individuel à l'action du Comité pour la libération des emprisonnés politiques en Europe de l'Est. Peux-tu nous expliquer le sens de ton adhésion ?

R. — En tant que membre du PCF, il est de mon devoir de participer à tout mouvement de masse servant la classe ouvrière. En tant qu'adhérent de ce comité, je donne forme à l'esprit marxiste de l'internationalisme prolétarien, c'est-à-dire pas dans l'abstrait, mais d'une manière concrète.

(Propos recueillis par les militants de l'OCI, travailleurs de la CGEE-Alsthom.)

DELEGATION A L'AMBASSADE

Cinq travailleurs de la Direction générale des Impôts de Paris se sont rendus jeudi dernier 21 septembre à l'Ambassade de Tchécoslovaquie. Ils étaient porteurs d'une pétition signée par 36 travailleurs de toutes tendances exigeant la mise en liberté de tous les emprisonnés tchécoslovaques. La délégation a été reçue par un conseiller de l'Ambassade qui a fait remarquer qu'il recevait la dix-huitième délégation de ce genre. Le conseiller a reconnu qu'il y avait eu 14 procès récemment en Tchécoslovaquie et que ceux-ci se justifiaient par le fait qu'il y avait eu infraction à la loi. Il a cependant affirmé qu'il n'y aurait dorénavant plus de procès en Tchécoslovaquie.

CEDOC

DISCUSSION AVEC UN MILITANT DU P.C.

QUESTION. — Notre ennemi de classe s'empare des événements qui se produisent dans les pays où les moyens de production ont été socialisés. La bourgeoisie présente la limitation des libertés dans ces pays comme étant la conséquence logique du socialisme.

Il est temps de mettre fin à la campagne anticommuniste du capital qui n'a d'autre objet que de stopper la lutte des travailleurs pour le socialisme. Mais, pour cela, nous, travailleurs, devons démasquer la bureaucratie usurpatrice des conquêtes d'octobre qui, au nom du socialisme, tente des procès et emprisonne des travailleurs, mettant ainsi en péril les conquêtes socialistes dans les pays de l'Est, s'alliant de cette manière aux rangs du capitalisme mondial.

Le PC, le PS, l'OCI, toutes les organisations se réclament du socialisme, sont les seules qui puissent en finir avec cette situation, dont la classe ouvrière du monde entier est la seule victime.

REPOSE. — Effectivement, je pense que ce sont les organisations traditionnelles des travailleurs qui doivent s'informer de la situation dans les pays de l'Est, car ce qui se passe dans ces pays constitue un argument de poids pour la propagande bourgeoise. Alors, c'est aux partis de la classe ouvrière qu'appartient l'obligation d'éclaircir cette situation dont les premières victimes sont les

travailleurs. Les organisations ouvrières ont le devoir de contrôler la bonne mise en application du socialisme. Ceci, ce n'est pas pour une quelconque règle morale, mais pour l'impérieuse nécessité de pouvoir lutter pour le socialisme dans notre propre pays.

Q. — Ne penses-tu pas, après la prise de position de ton parti au sujet des procès en Tchécoslovaquie, que le moment est arrivé d'envoyer une commission ouvrière d'enquête des organisations qui luttent pour l'émancipation des travailleurs ?

R. — Oui, car les informations officielles en provenance des pays socialistes s'avèrent fausses. Alors, devant l'évidence des faits, nous ne pouvons pas laisser l'initiative à la bourgeoisie, qui s'empare de la situation en faisant un cheval de bataille des procès, en les présentant comme le visage du socialisme. Alors, c'est pour cela que le moment est venu de mettre fin à une situation qui fait obstacle à l'aboutissement de nos propres revendications. L'important pour nous, ce n'est pas seulement de dénoncer les procès, mais d'y mettre fin. Pour cela, il faut être informés par nous-mêmes et le moyen nous en est donné à travers une commission d'enquête des organisations ouvrières.

Q. — Nous, militants de l'OCI, qui luttons pour en finir une fois pour toutes avec le régime d'exploitation, des scan-

"Anti-olympisme", terrorisme et répression

La presse bourgeoise de toutes tendances déplore, entre autres et comme principale conséquence de « l'odieux attentat » de Munich, la mort de l'olympisme et de « toutes les vertus qu'il incarnait » qui est aussi au centre des préoccupations des pablistes de Rouge, membres avec d'autres organisations gauchistes d'un « comité anti-olympique ». Il est autrement important et sérieux de s'interroger sur l'utilisation que la bourgeoisie allemande fait de ces événements dans la lutte des classes.

Pour bien comprendre la situation qui a été créée à Munich, il faut rappeler ce qui s'est passé quelques jours avant, dans une manifestation qui n'a pas de lien direct, concret, avec l'attentat des Palestiniens, mais qui participe du même processus, dans la ligne de ceux qui prônent ces méthodes de la provocation, du terrorisme individuel, échappatoires à l'activité organisée des travailleurs.

Dans un contexte où les masses en Allemagne se radicalisent et cherchent les voies vers la prise du pouvoir à travers leurs organisations politiques et syndicales (en Allemagne SPD et DGB), diverses organisations de jeunes gauchistes, dont la majorité à composante maoïste (en Allemagne, du fait de la décomposition des pablistes du « S.U. », ce sont les maoïstes qui constituent la colonne vertébrale du gauchisme), organisent une manifestation à Munich pendant les Jeux (1).

Lesdits maoïstes viennent à cette manifestation sur les mots d'ordre de l'anti-olympisme et de la lutte contre la conception fasciste du sport. Tous ces mots d'ordre se discutent : en tout état de cause, ils sont aujourd'hui totalement faux et dérivatifs par rapport aux provocations et aux illusions des masses travailleuses en Allemagne : pâle et triste parodie de la lutte que menaient, dans la période de préparation à la guerre Liebknecht et la « Junge Garde ». Les maoïstes y viennent avec la panoplie classique, lourdement armés, casqués, brisent les barrières de police et donnent à celle-ci l'occasion d'un sauvage matraquage.

Le lendemain survient l'attentat des Palestiniens.

Depuis des années, s'appuyant sur le mythe réactionnaire de la « mauvaise conscience du peuple allemand » qui exhalerait les péchés du nazisme, la bourgeoisie berce l'opinion publique de cet autre mythe de l'Allemagne devenue havre de paix, hors des conflits divers, où la lutte de classe n'existerait pas, remplacée par la concertation et la co-gestion.

Ce qui s'est passé à Munich, ébranlant ces mythes dans une situation où récemment encore les travailleurs faisant grève pour interdire le putsch parlementaire de la droite, exprimaient la réalité de la lutte de classes en Allemagne, a offert un prétexte à la bourgeoisie pour tenter d'organiser une véritable « chasse aux sorcières ».

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. A Bochum, par exemple, ville ouvrière de la Ruhr, dimanche dernier, une bande d'une vingtaine d'individus, trop musclés pour qu'on les croit ce qu'ils prétendent être, « de braves citoyens indignés des exactions gauchistes », ont fait le tour des locaux, salles, auberges où se réunissent traditionnellement des organisations « de gauche ». Après avoir « vidé » une réunion maoïste, ils sont arrivés dans une auberge où se tenait une réunion restreinte du « Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques d'Europe de l'Est », impulsée par nos camarades trotskystes allemands et par la tendance SAP (2) du Parti socialiste allemand (SPD).

Aux cris de : « Maintenant, on va faire le ménage en Allemagne, nous reprendrons bientôt le pouvoir », ils ont empêché par la force la réunion de se tenir. Epiphénomènes, encore, peut-être, mais signes graves d'une situation inquiétante : on sait l'utilisation que la bourgeoisie accule fait des bandes armées contre les organisations ouvrières.

Une autre conséquence, plus grave dans l'immédiat, des événements de Munich, est l'utilisation par la bourgeoisie de cette « ambiance psychologique favorable » pour renforcer son appareil de guerre civile.

Il existe en Allemagne, à côté de la police « traditionnelle » contrôlée par les gouvernements des Länder, un corps appelé Bundesgrenzschutz, soit « protection fédérale des frontières ». Sous prétexte de la protection de la frontière face à la DDR (République Démocratique Allemande), ce

corps de police, dépendant directement du ministère fédéral de l'Intérieur, s'est constitué en unité spéciale, para-militaire, bien entraînée et bien équipée pour la guerre civile (c'est à cette unité qu'appartenaient les troupes spéciales amenées en renfort à Munich, pour régler le « problème » des otages, y compris les hélicoptères et leurs pilotes, et ce qu'on a appelé leur « maladresse » n'en est que plus inquiétant).

Ce sont ces troupes de guerre civile que le ministère de l'Intérieur du gouvernement, Hans Dietrich Genscher a décidé de renforcer considérablement, au cours d'une conférence tenue avec les ministres de l'Intérieur des Länder, la création de troupes spéciales et de commandos de guerre civile dépendant de cette « police fédérale des frontières » dans diverses villes allemandes.

Sur ce point, le journal bourgeois de Munich, *Süddeutsche Zeitung* du 16-17 septembre 1972 citait sous le titre : « Conflit entre la police et les troupes spéciales de protection des frontières », une déclaration de Werner Kuhlmann, secrétaire du syndicat des policiers caractérisant comme « une fuite devant les responsabilités », la décision prise par la conférence des ministres de l'Intérieur de créer des commandos spéciaux de la police fédérale des frontières pour lutter contre les actes de terrorisme et l'utilisation de la violence en Allemagne.

A cela s'ajoutent les mesures prises par le gouvernement. Par exemple, le visa obligatoire pour tous les ressortissants des pays arabes en Allemagne, mesure qui couvre en fait un climat de ratonnades. Autre exemple : la proposition allemande d'un accord sur les mesures de lutte contre le terrorisme qui sera examinée par les « Dix » le 21 septembre à La Haye.

Il ne faut pas conclure de tout cela que le fascisme représente un danger objectif réel aujourd'hui en Allemagne. Ni les provocations des gauchistes, ni la propagande réactionnaire de la bourgeoisie n'ont réussi à démoraliser la classe ouvrière et à saper la confiance des masses dans le Parti socialiste allemand et leur volonté de lutter pour un gouvernement SPD qui leur apparaît comme devant garantir les libertés démocratiques et satisfaire les revendications.

Ce qui est grave, c'est que cette propagande réactionnaire peut se développer, que la bourgeoisie peut renforcer son appareil de guerre civile à la veille de l'affrontement entre les classes, parce que le Parti socialiste au pouvoir ne prend pas position sur ces problèmes, parce que le gouvernement allemand ou les sociaux-démocrates sont majoritaires, prend sa place dans la contre-révolution mondiale en renforçant son appareil de guerre civile contre les organisations mêmes de la classe ouvrière. C'est ainsi qu'à sa manière il participe à la préparation de la contre-révolution en Europe.

Aujourd'hui, discuter abstraitement hors du contexte de la lutte de classes sur le soutien aux organisations palestiniennes telle que « Septembre noir », ou manifester de façon imbécile contre l'olympisme, mais se refuser à poser le problème du gouvernement ouvrier en Allemagne à travers le mot d'ordre de gouvernement du seul parti socialiste allemand, sans les libéraux-bourgeois, c'est contribuer à ce renforcement de la réaction et de l'Etat bourgeois.

(1) Il est à noter que les militants des jeunes communistes allemands participaient à cette manifestation sur le thème de « paix au Vietnam » et que dès que la manifestation a tourné à la provocation, ils disparaissent sans tenter d'organiser les jeunes gens venus sur la base des illusions, les laissant sans direction face au processus provocation-répression dans la meilleure tradition du comportement des organisations stalinienne, tel que nous pouvons l'observer en France.

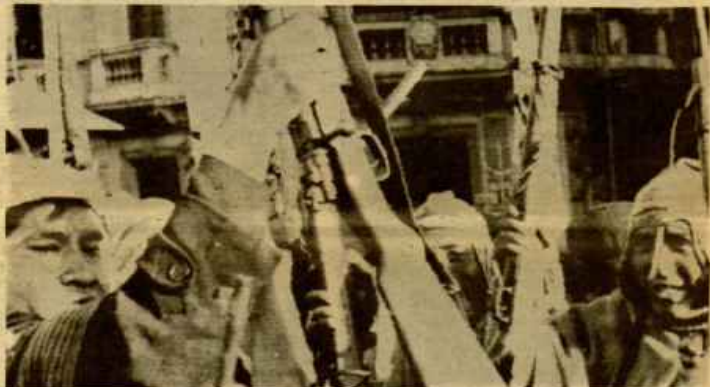
(2) Sozialistische Arbeiterpolitik pour une politique ouvrière dans le SPD.

Le prolétariat reconstitue ses forces

Après les combats d'août 1971 qui ont consacré la défaite du prolétariat bolivien, en lutte pour son propre pouvoir, au travers de l'Assemblée Populaire, et l'accession au pouvoir du régime fasciste du général Banzer, les masses boliviennes ont connu un profond reflux, bien qu'elles n'aient été en aucune manière écrasées (de par la politique menée par leur avant-garde, et le POR en particulier).

Aujourd'hui la classe ouvrière refait ses forces, tandis qu'au sein du gouvernement du général Banzer s'expriment toujours plus au grand jour les conflits qui déchirent la bourgeoisie et l'armée quant à la solution à apporter au problème central qui les confronte : l'existence d'un prolétariat qui n'a pas perdu son potentiel de combat et qu'il importe d'essayer de mettre à genoux dans les plus brefs délais.

C'est ainsi que ces contradictions internes se sont exprimées cet été par des arrestations opérées dans les milieux politiques les plus divers. L'Opinion de Buenos Aires laissait entendre le 16 juin que Victor Paz Estenssoro, leader du MNR, et Gonzalo Romero, homme politique de droite fort connu, auraient été arrêtés pour une brève durée, tandis qu'un certain nombre de « barriéristes » étaient libérés !



En 1971, les mineurs en armes.

Les attaques contre le niveau de vie des travailleurs : hausse du prix des denrées alimentaires dans des proportions fantastiques, hausse de plus de 100 % des tarifs de l'électricité (Bolivian Power), le blocage des salaires, les attaques contre les libertés élémentaires engendrent toujours plus la colère des masses contre le gouvernement des « gorilles », à tel point que celui-ci s'est vu obligé de prendre certaines mesures — vouées à l'échec — contre la hausse du prix du pain.

Ce que le gouvernement veut mener à bien, c'est la destruction des organisations syndicales et leur remplacement par des organisations intégrées étroitement à l'Etat. C'est ainsi que la COB, la Fédération des Mineurs, les Fédérations ouvrières départementales sont fermées et interdites officiellement. Mais le gouvernement se heurte à une résistance acharnée des travailleurs à ses tentatives de « restructuration » de la COB.

Une intense activité souterraine se mène dans la classe. Des syndicalistes de divers secteurs ouvriers et de diverses tendances politiques se sont regroupés dans un « Comité de Defensa Sindical de la Central Obrera Boliviana » qui vient de sortir un Manifeste dans lequel ils expliquent entre autre : « Le syndicalisme de classe doit reconquérir des positions, car il est l'organe à travers

lequel passe le mouvement des masses ; le mouvement fondamental non seulement pour élever le niveau de vie des exploités, mais aussi pour réaliser les tâches de libération nationale et sociale. Aucun autre organisme ne peut détourner de ses buts le mouvement des masses, et se substituer au rôle dirigeant du prolétariat. Ce seront les masses qui détermineront les voies de leur libération » (Masas, n° 414, août 1972).

Les travailleurs des mines ont commencé à exprimer dans leur combat les perspectives fixées par ce manifeste. A des élections organisées par Pimentel, représentant le gouvernement, à Siglo XX, les travailleurs ont rejeté, malgré les pressions, les candidats officiels. Les candidats ouvriers ont gagné la majorité absolue. Cette assemblée a approuvé les résolutions suivantes :

- 1) les travailleurs continueront à lutter dans la ligne définie par la COB et la Fédération des Mineurs ;
 - 2) ils continueront à exiger le retour à un fonctionnement normal de la COB et de la Fédération des Mineurs ;
 - 3) liberté pour tous les prisonniers politiques, syndicalistes et étudiants.
- L'initiative des travailleurs qui s'exprime par mille canaux, pose donc aujourd'hui le problème de l'unification des luttes.



Ceci s'exprime par la campagne, impulsée par le POR, pour l'unité de lutte sur les mots d'ordre suivants :

- Augmentation des salaires ;
- Augmentation des prix des contrats dans les mines ;
- Blocage des prix de tous les articles dans les magasins destinés aux travailleurs des mines ;
- Suppression de la hausse des tarifs de l'électricité ;
- Garanties pour le fonctionnement de la COB, de la Fédération des Mineurs et des syndicats en général ;
- Interdiction à la police et aux bandes armées de pénétrer dans les centres miniers ;
- Liberté pour les prisonniers politiques ;
- Reconquête des droits élémentaires de sécurité des citoyens ; arrêt des exécutions de prisonniers politiques ;
- Suppression des camps de concentration et particulièrement de Coati ;
- Respect de la constitution, des lois et de l'Habeas Corpus ;
- Pour l'université autonome et le respect du co-gouvernement à l'université ;
- Pour le gouvernement ouvrier et paysan.

BULLETIN D'INFORMATION

du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est

Adhésions et correspondance :

Siège : Alain CHALLIER, 48, rue Louise-Michel, 92 - LEVALLOIS-PERRET (Tél. PER. 48-14).

Abonnements et souscriptions :

Un an (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F (C.C.P. Alain Challier n° 31 547-74 - La Source).

Numéro spécial de août sur les procès.

Biblioteca de Comunicacio
i Hemeroteca General
CEDOC

IV. TUNISIE : UNE AVANT-GARDE SE CHERCHE

NOUS avons brossé la semaine dernière les grands traits de la situation actuelle de la Tunisie. Depuis quelques années et plus particulièrement celle qui vient de s'écouler, la lutte de classe du prolétariat se développe conjointement à celle de la jeunesse étudiante et lycéenne. La réponse du gouvernement de Bourguiba, de la bourgeoisie apeurée dont il défend les intérêts, c'est la répression la plus brutale. On a vu que le gouvernement envisage sérieusement d'éliminer les 80 à 85 % d'étudiants que le Néo-Destour ne parvient pas à contrôler à l'Université. Le mouvement ouvrier est encadré par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) dont la direction est aux ordres du gouvernement. La paysannerie continue à s'appauvrir et fournit les immenses contingents des chômeurs et des travailleurs émigrés.

Les militants ouvriers conscients savent que pour orienter la combativité des ouvriers, de la paysannerie, de la jeunesse dans un sens positif, il est nécessaire de révolutionner les syndicats, de regrouper l'avant-garde sur un programme clair, de tirer le bilan de la faillite du parti stalinien, le PCT, de tirer les leçons des tentatives fautes ces dernières années, notamment celles des jeunes militants persécutés du groupe « Perspectives » qui véhicule les conceptions les plus contradictoires.

C'est ainsi qu'un document, édité en juin 1972 par le Centre d'études et de documentation sur la Tunisie, résume assez bien la situation :

« Les luttes de la classe ouvrière et des travailleurs salariés se servent presque constamment des cadres organisationnels du syndicat inféodé au Destour et finissent généralement par dépasser les limites que tente de leur imposer sa direction fantoche. Cela en a été le cas lors des luttes récentes de la SORETRAS et de la SNT (1).

« En dehors du cadre de masse des syndicats, il n'y a que quelques petits groupements d'ouvriers, liés par l'expérience des luttes communes, et qui se maintiennent dans un isolement presque total les uns des autres.

« Le PCT, qui regroupait 1 500 adhérents à la veille de son congrès de 1962, a très vite entériné son interdiction juridique par la dissolution de ses cellules ouvrières.

« L'expérience du petit groupement appelé "organisation de libération de la classe ouvrière", démantelé en mars 1968, par la comparaison de ses membres devant la cour de Sécurité de l'Etat, nous renseigne en partie sur le cheminement des membres de ces groupes d'ouvriers qui se maintiennent et se forment en nombre croissant en Tunisie.

« L'ensemble des membres de "l'organisation de libération de la classe ouvrière" étaient en effet adhérents au PCT jusqu'au moment où la direction a décidé de se séparer de son assise ouvrière et de limiter son activité aux milieux universitaires. »

Ainsi, comme hier en Egypte et en Algérie, l'appareil international du stalinisme qui soutient ouvertement les régimes bourgeois en place, ceux de Nasser-Sadate et de Ben Bella-Boumedienne, préfère-t-il liquider ses propres organisations plutôt que d'offrir aux masses ouvrières qui se radicalisent un cadre d'organisation et de combat. L'exemple récent du Soudan où a péri le plus puissant Parti communiste d'Afrique est là pour le rappeler.

La faillite du PC

Certes le PCT n'a pas complètement disparu. Le Kremlin a toujours besoin d'une agence politique au Maghreb dont le fer de lance est d'ailleurs l'ex-PC Algérien, le PADS (parti de l'avant-garde socialiste). Mais quelle est la politique du PC tunisien ?

A son 8^e congrès national de 1957, au lendemain de l'indépendance, le PCT reconnaissait qu'il avait « été amené à militer à contre-courant pour l'adhésion de la Tunisie à l'Union française à un moment où l'indépendance était à l'ordre du jour et où le mot d'ordre d'indépendance soulevait l'enthousiasme des peuples d'Afrique et d'Asie ».

L'indépendance ayant été arrachée par les masses laissées à la remorque de la direction petite-bourgeoise

de Bourguiba, le PCT s'empresseait « d'apprécier positivement les déclarations du président Bourguiba en faveur d'une option socialiste » (2). De 1960 à 1969, le PCT fut le soutien le plus ferme de la politique préconisée par Ben Salah, ministre du plan prétendant instaurer le « socialisme destourien » — lequel réfute le marxisme et la lutte des classes, rapplons-le — par le moyen des coopératives de paysans. Le bousillisme a en fait représenté une tentative de transférer les richesses de l'agriculture, au détriment de la paysannerie moyenne et de la grande bourgeoisie rurale, au profit de la grande bourgeoisie des villes. Accompagnée d'une tentative, inviable économiquement, de capitalisme d'Etat, sous couvert de planification et de « socialisme », la réforme de Ben Salah et l'homme lui-même tombèrent en 1969 sous les coups de la grande bourgeoisie rurale représentée par Mestiri au gouvernement.

Mais les dirigeants du PCT, interdit d'ailleurs depuis 1963 par Bourguiba, exigent le retour de Ben Salah et de ses réformes : « Il faut rappeler, dit une déclaration récente du PCT, que l'orientation adoptée au début des années 60 avait ouvert des possibilités pour une politique de développement national progressiste » (3). Bref, les stalinistes tunisiens s'efforcent avec persévérance de subordonner le prolétariat, la paysannerie et la jeunesse à une aile dite éclairée et « réformatrice » de la bourgeoisie nationale tunisienne.

La rançon de l'opportunisme

On comprend qu'une telle orientation politique jointe à la décision de liquider les cellules ouvrières ait laissé le champ libre aux courants centristes qui se posent la question de la jonction des luttes étudiantes avec celles de la classe ouvrière. D'ailleurs, le PCT lui-même reconnaît cette situation lorsqu'il écrit en mars 72, au lendemain de l'explosion à l'Université : « En l'absence de structures de dialogue que le dernier congrès de l'UGET n'a pas fournies, les étudiants ont été rejetés vers des courants gauchistes » (4).

L'opportunisme foncier et la faillite, y compris organisationnelle, des stalinistes tunisiens libèrent ainsi une multitude de forces militantes aspirant à la révolution, tant chez les étudiants que parmi les ouvriers d'avant-garde. Mais en l'absence d'un noyau marxiste fondant sa politique sur l'unité internationale de la lutte de classe et lié aux forces qui luttent pour reconstruire l'Internationale ouvrière, il est inévitable qu'à une première étape, la rançon de l'opportunisme se paie par les errements centristes et gauchistes, sinon terroristes, comme l'envisagent certains aujourd'hui.

Le groupe politique qui résume en Tunisie le mieux ces tentatives de recherche d'une voie indépendante du stalinisme et du Destour, vers la révolution est le groupe d'études et d'action socialiste tunisien (GEAST ou groupe « Perspectives »).

Ce groupe est en quelque sorte le creuset par où sont passés toute une série de militants qui cherchent la voie de la révolution. Il est né en 1963 au moment même où le PCT était dissous, à l'initiative d'un groupe d'étudiants. La répression qui l'a frappé en 1968 et le procès qui a lourdement condamné ses dirigeants n'ont pas peu contribué à entretenir des conditions difficiles pour l'indispensable clarification politique des positions de ses militants.

Pourtant, après 1968, il semblait que l'orientation populiste de « Perspectives » ne se confirmerait pas puisque dans un « bilan de deux années de travail au sein de la classe ouvrière tunisienne » (5), on lit : « La jonction doit concerner d'abord les ouvriers des villes et non pas l'ensemble du peuple », car « le peuple ne forme pas une masse homogène et indifférenciée, il est au contraire divisé en classes ; de toutes les classes populaires, la classe ouvrière est la plus radicale, la plus révolutionnaire ». Ainsi, le groupe serait passé de l'ancienne position « servir le peuple » à la recherche d'une orientation permettant la liaison du groupe étudiant avec le prolétariat et la construction d'un parti ouvrier indépendant.

Quel bilan ?

Dans ce « bilan » où l'on trouve de nombreuses références à « Mao » et même à « Staline » ainsi qu'une critique assez poussée de toute une série de contradictions et d'erreurs du groupe (ouvrierisme, tendance au repli théorique sur soi ou à l'empirisme et à la remorque du spontané), apparaît l'excellente recommandation suivante : « L'âme vivante du marxisme, c'est l'analyse concrète de la situation concrète. » Mais pas une fois la brochure ne commence cette analyse concrète ! On trouve cependant, au détour d'une note la curieuse phrase suivante : « La tentation du terrorisme : si nous en parlons dans ce bilan, ce n'est pas parce qu'elle a représenté quelque chose d'important pour nous lors de ces deux dernières années, c'est pour d'autres raisons ; aujourd'hui, après les dernières luttes et la répression qui s'en est suivie, la question du terrorisme est objectivement inscrite à l'ordre du jour dans notre pays : il faut en être conscient et s'y préparer. »

Cette orientation, introduite ainsi par la bande alors même que le « bilan » tentait de clarifier les idées des militants tunisiens aspirant à combattre pour la révolution socialiste, est en fait la négation de tout pas en avant positif. Alors que le marxisme a toujours condamné clairement le terrorisme individuel — le terrorisme n'est possible que lorsque les masses sont armées et commencent à exercer leur dictature de classe —, les « penseurs » du GEAST sont en train, s'ils maintiennent une telle orientation, de livrer plus sûrement que jamais leurs militants, et

particulièrement ceux qui ont noué des liens dans les entreprises, à la répression de l'Etat bourgeois.

Il est clair que la plus grande confusion règne au sein de la large avant-garde de militants étudiants et ouvriers (beaucoup plus large que le GEAST lui-même) et que la tâche de l'heure, alors même que mûrit une crise révolutionnaire, consiste à clarifier les idées des militants conscients qui cherchent une issue.

La seule façon d'avancer quelque peu dans cette voie, c'est de partir de la réalité profonde dans laquelle combattent la classe ouvrière tunisienne et la jeunesse, à savoir le mouvement unique du prolétariat mondial qui partout se dirige vers l'affrontement avec la bourgeoisie et l'impérialisme. Armé de la méthode du marxisme, il est nécessaire ensuite de traduire en « termes concrets » les principes et les lignes de force dégagées par l'analyse qui part de l'unité mondiale de la lutte des classes.

C'est cette discussion sur les fondements du marxisme et l'application de sa méthode à la « situation concrète de la Tunisie » qui est plus indispensable que jamais. C'est elle que cette série d'articles a pour objet de contribuer à engager et à laquelle s'emploient les militants du Maghreb combattant avec le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Nous aborderons dans notre prochain article les problèmes politiques qui se posent aux militants révolutionnaires dans le cadre de la situation en Algérie.

(1) La grève de la SNT, des ouvriers des transports de Tunis et sa banlieue a eu lieu en été 1970. La démocratie ouvrière a été imposée à l'UGTT et la grève s'est conclue par un succès.

(2) Déclaration de Mohamed Ennaffa, secrétaire du PCT, publiée dans l'Espoir, mensuel du PCT de janvier 1972.

(3) In l'Espoir, numéro spécial de septembre 1972. On lit aussi dans le numéro de juin-juillet de ce journal : « Il faudrait convenir que c'est parce que l'on a fait du secteur étatique et para-étatique l'élément moteur du développement, qu'il a été possible de créer des branches d'activité nouvelles, une infrastructure de base et de transformer les structures de la production nationale. »

(4) Déclaration du PCT, la répression ne résoud rien !, de mars 1972.

(5) Publication « Perspectives Tunisiennes », n° 7, juillet 1972.

Turquie

Les dirigeants du Parti Ouvrier Turc en danger

Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur la répression qui se déchaîne en Turquie et particulièrement contre les militants et les dirigeants du Parti Ouvrier de Turquie (le TIP en turc). Ce parti (lire I.O. n° 570 du 28 juin 1972) a eu le mérite historique d'avoir donné au prolétariat turc un parti ouvrier indépendant de la bourgeoisie et du stalinisme. A la veille de son interdiction, il venait de rejeter toute une série de positions erronées, notamment celles des stalinistes, affirmant l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, refusant tout soutien à la bourgeoisie prétendument « démocratique » et basant son combat sur le « socialisme scientifique ».

Les plus graves menaces pèsent sur les nombreux dirigeants du TIP arrêtés il y a quelques mois et dont le procès est imminent. Le bulletin de l'Union des Etudiants Turcs en France, Nouvelles de Turquie, n° 9-10 du 1^{er} septembre 1972, écrit :

« Dans le procès des dirigeants du TIP, le procureur du tribunal militaire numéro 3 d'Ankara demande des peines allant jusqu'à quinze ans de pri-

son dans son acte d'accusation. Selon le procureur militaire, le colonel Ihan Sener, le socialisme scientifique est le camouflage du marxisme-léninisme et du communisme, et équivaut à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat. Le TIP serait devenu un parti illégal par ses positions sur la révolution et le problème Kurde, d'après l'acte d'accusation.

« La présidente du TIP, Madame Boran, risque quinze ans de prison ferme en tant que responsable directe de l'orientation du parti : soit passibles, avec elle, de huit à quinze ans de prison ferme : Saban Erik, Salt Ciltas, Sadun Aron, Osman Sakalsiz, Hüsamettin Güven, Can Acikgöz, Yalcin Cerit, Yavuz Unal, Bekir Yenigün, Adil Ozkol, Nejat Oktom et Turgut Kazan : soit passibles de sept ans et demi à dix ans de prison : neuf militants : de cinq à dix ans : deux militants : de un à cinq ans : un militant. »

Il ne faut pas laisser le régime militaire réactionnaire de Turquie persécuter son peuple. Les militants ouvriers de 60 pays !

L'U.N.E.F. ENGAGE LE PROCESSUS DE LA RÉUNIFICATION SYNDICALE

NOUS reproduisons ci-dessous de larges extraits de l'appel à la réunification syndicale adopté par l'UNEF lors de son dernier collectif national tenu les 16 et 17 septembre. Nous joignons à ce texte des extraits de la lettre adressée le 19 septembre par le bureau national de l'UNEF aux dirigeants de l'UNEF-Renouveau. La rentrée risque d'être catastrophique à l'Université. Les plans du gouvernement livrent la jeunesse étudiante à la sélection et au chômage.

Tous les militants ouvriers comprendront l'importance de la bataille engagée par l'UNEF pour reconstituer en milieu étudiant une puissante organisation de défense des intérêts matériels et moraux des étudiants gravement menacés.

En mobilisant les étudiants pour surmonter la scission perpétrée il y a un an et demi, l'UNEF entend œuvrer pour que cette mobilisation se fasse dans l'unité indispensable pour arracher la satisfaction des revendications.

En cette rentrée 1972, 4 ans exactement après le vote de la loi d'orientation universitaire, M. Fontanet s'apprete à parachever les mesures décidées par Edgar Faure, poursuivies par Olivier Guichard.

Pour ceux qui prennent leur première inscription, comme pour ceux qui se présentent aux secondes sessions, ou abordent une nouvelle année d'études, les mêmes réalités :

— Nouvelles hausses des œuvres universitaires (restaurants et loyers).

— Tandis que les bourses restent dérisoires, on assiste à une montée vertigineuse du chômage des diplômés de l'enseignement supérieur, dont le scandale des maîtres auxiliaires chômeurs n'est qu'une expression. De nombreux étudiants ne peuvent même pas s'employer à mi-temps. La hausse du coût de la vie rejette des milliers d'étudiants hors des universités.

ETUDIANTS, ETUDIANTES,

Quatre ans après le vote unanime par le Parlement de la loi d'orientation-sélection, IL N'EST PAS UNE DISCIPLINE où les étudiants n'aient combattu pour la défense de leurs droits, contre la sélection : grève des langues (1970), grève des CFPM (72), grèves de médecine (69, 70, 71), lutte des facultés de Droit contre le « rapport Vedel » (72), grèves des IUT (70, 71), de l'Education physique (70), mouvement des écoles d'Art (71).

L'UNEF, qui a joué dans ces mouvements un rôle déterminant à constamment combattu pour la nécessaire unité des étudiants face au gouvernement qui s'efforce de cloisonner, par universités et UER, les étudiants pour les opposer les uns aux autres.

Cette unité, les étudiants savent qu'ils ne peuvent y parvenir par les Conseils de gestion, chargés d'appliquer la loi et soumis par le ministre au secret des délibérations.

En 1972, sur 7 000 postes étudiants « offerts » dans les Conseils, 3 800 seulement ont été pourvus. La participation aux élections est tombée à 27 % (officiellement...).

A nouveau, avec toujours plus de force, l'UNEF affirme :

UNITE TOUT DE SUITE

contre la hausse des œuvres universitaires,

pour le rétablissement des sursis ! pour l'inscription de tous les étudiants !

CONTRE LA SELECTION !

CONTRE LA PENURIE !

ETUDIANTS, ETUDIANTES,

Pour tous, à ces évidences s'en ajoute une autre : le gouvernement possède contre les étudiants un atout maître : les DIVISIONS INTERNES DES MASSES ETUDIANTES, les tentatives de DESTRUCTION du syndicat étudiant, l'UNEF et la SClSSION de 1971.

Tentative de DESTRUCTION lorsqu'en 1968, puis en 1970, plusieurs organisations politiques déclinaient d'abandonner l'UNEF pour tenter l'expérience d'un « mouvement politique de masse », qui ne vit jamais le jour, chacune des tendances travaillant pour son propre compte.

Tandis que s'effondraient l'un après l'autre les regroupements politiques sans lendemain chargés de suppléer à l'UNEF, la violence des attaques contre le syndicat étudiant ne cessait de croître, émanant de courants hostiles au mouvement ouvrier organisé, aux syndicats, à la classe ouvrière.

Tentative de DESTRUCTION lorsqu'en 1970-71, profitant des divisions, la bourgeoisie ouvrait le procès de dissolution de l'UNEF.

En 1968, 1969, 1970, la bourgeoisie installait la loi Faure, les universités concurrentielles, s'attaquaient aux franchises universitaires, emprisonnait des militants étudiants.

SCISSIOn lorsqu'en 1971, la tendance syndicale UNEF-Renouveau, minoritaire sur ses positions de participation aux Conseils de gestion, décidait de revenir sur sa décision de participer au Congrès de Dijon et se constituait en organisation indépendante.

En 1971, 1972, la bourgeoisie décidait le *numerus clausus* en médecine, la création des CFPM en lettres et sciences, multipliait les provocations comme celle de Censier au printemps dernier, appliquait la loi Debré de suppression des sursis.

En 1971, profitant de la scission, la bourgeoisie ouvrait le procès de dissolution de l'UNEF.

TELS SONT LES FAITS !

Chacun le comprend, chacun le sent : la division, la scission ne profitent qu'au gouvernement !

Aussi le COLLECTIF NATIONAL DE L'UNEF réuni les 16 et 17 septembre à l'école des Beaux-Arts de Paris, réunissant les représentants

— des Associations générales de 25 villes universitaires,

— des CA parisiens de toutes les facultés et universités,

conscient d'exprimer l'aspiration de la masse des étudiants à l'unité, conscient de la légitimité du combat en milieu étudiant pour une organisation syndicale représentative, indépendante de l'Etat, de tout parti, de toutes confessions, conformément à la résolution unanime (UNEF-Renouveau y compris) du 10 janvier 1971 appelant les étudiants à l'UNITÉ SYNDICALE,

DECIDE d'engager le processus de la REUNIFICATION DE L'UNEF,

d'adresser publiquement cette proposition à l'UNEF-RENOUVEAU, d'appeler la grande masse des étudiants à se prononcer sur cette proposition.

ETUDIANTS, ETUDIANTES, VOUS ETES TOUS CONCERNES !

Vous êtes concernés par la reconstitution de l'organisation syndicale UNEF qui, rejetant tout corporatisme, appelle le 6 mai 1968 à la grève générale des facultés et à l'unité avec la classe ouvrière.

ETUDIANTS, ETUDIANTES, MILITANTS ET RESPONSABLES DE L'UNEF-RENOUVEAU,

La suppression des sursis, le *numerus clausus*, la hausse du coût de la vie, la pénurie ne frappent-ils pas indistinctement la masse des étudiants ?

Les projets gouvernementaux ne visent-ils pas à créer des facultés, des diplômes concurrentiels opposant entre eux les étudiants ?

Les atteintes aux libertés d'expression, aux franchises universitaires ne frappent-elles pas de manière calculée (car le gouvernement utilise nos divisions) tous les étudiants ?

POSER CES QUESTIONS C'EST REPONDRE

Pour défendre nos intérêts communs, il faut une même organisation syndicale !

Des divergences profondes existent. Ainsi l'UNEF maintient plus que jamais son refus de la « participation », conformément aux décisions des Congrès de Marseille, d'Orléans, de Dijon, participation qu'elle estime incompatible avec la défense des étudiants.

Mais ces divergences, pour importantes qu'elles soient, ne doivent pas faire obstacle à la réunification. Que les tendances en présence défendent leurs positions dans le syndicat réuni et acceptent le verdict de la majorité ! (...)

L'UNEF PROPOSE A L'UNEF-RENOUVEAU ET A TOUTES LES TENDANCES FAVORABLES AU SYNDICALISME ETUDIANT,

L'UNEF PROPOSE A TOUS LES ETUDIANTS :

— La tenue d'assemblées générales de réunification dans toutes les facultés, sous le contrôle démocratique de toutes les tendances, se prononçant sur l'orientation, les objectifs, les structures du syndicat, dès le premier trimestre.

— La tenue d'une Assemblée générale (nationale) statutaire de l'UNEF, chargée de modifier, en les démocratisant, les statuts du syndicat, exigeant la fin des poursuites judiciaires contre l'UNEF et la reconnaissance de sa représentativité par les pouvoirs publics.

— l'élection à tous les niveaux de responsabilités, à la proportionnelle des voix recueillies par chaque courant auprès des adhérents, selon l'exemple des syndicats de la Fédération de l'Education nationale.

ETUDIANTS, ETUDIANTES,

La bataille pour l'unité est engagée !

Le combat pour la réunification syndicale, c'est le combat pour l'UNITÉ TOUT DE SUITE !

— contre le blocage des inscriptions, la pénurie,

— contre la hausse du coût de la vie, le chômage des diplômés,

— contre la sélection sous toutes ses formes.

Ce combat pour l'UNEF est votre combat, la force du syndicat réuni sera votre force, contre le gouvernement, contre la réforme capitaliste de l'enseignement.

La réunification de l'UNEF, l'unité tout de suite sur les revendications, c'est la condition de notre solidarité active avec les travailleurs, avec les peuples en lutte !

FAITES CONNAITRE CET APPEL ! PRONONCEZ-VOUS EN MASSE POUR LA REUNIFICATION SYNDICALE !

La lettre du BN de l'U.N.E.F. à l'U.N.E.F.-Renouveau

(EXTRAITS)

Le Bureau national de l'UNEF
15, rue Soufflot, Paris 5

au Bureau national de l'UNEF-Renouveau
11, rue du Coire, Paris 11^e
Paris, le 19 septembre

Camarades,

Dans sa réunion de rentrée des 16 et 17 septembre 1972, le Collectif national de l'UNEF a donné mandat au Bureau national de s'adresser aux instances responsables de votre organisation en vue d'engager le processus de réunification du syndicat étudiant.

Cette décision a été prise en relation avec un examen lucide des conséquences désastreuses de la politique gouvernementale à l'université et de la nécessité, plus forte que jamais, que les étudiants disposent d'une organisation syndicale de masse, représentative, rassemblant en son sein tous les courants d'opinion, capable de défendre efficacement leurs intérêts.

C'est au nom de ces principes que notre Collectif national a décidé d'ouvrir publiquement le dossier de la réunification et a mandaté le BN de l'UNEF pour s'adresser à votre organisation.

Sur le plan international, il serait criminel de dissimuler le coup porté par la scission aux traditions anti-impérialistes des étudiants français.

En octobre 1971, la Conférence de Washington réunie à l'initiative de l'UNEF et de la NSA adoptait unanimement une résolution visant à l'organisation coordonnée en Europe et dans le monde, du soutien des étudiants au combat des peuples d'Indochine. Votée par nos deux organisations, cette action commune se heurtait dès novembre à l'obstacle de la scission, en dépit d'une lettre adressée par l'UNEF à l'UNEF-Renouveau. En mars 1972 à Helsinki, un vote majoritaire des Unions étudiantes réunies en Conférence Européenne repoussait l'admission de Gilbert Wassermann, représentant l'UNEF-Renouveau, et écartait tout représentant des étudiants français, faute de pouvoir statuer sur la représentativité de l'UNEF.

Pour nous, et pensons-nous pour la masse des étudiants, le fait de scission et ses conséquences pour les revendications étudiantes ne peuvent se justifier par aucune divergence d'orientation.

En retour la masse des adhérents est en droit d'attendre qu'une fois l'orientation adoptée, quelle qu'elle soit, la minorité s'y conforme. Sans démocratie, sans discipline syndicale, pas d'unité contre l'ennemi commun.

Encore faut-il que toutes les garanties démocratiques soient données aux adhérents et aux groupes d'adhérents réunis sur une même orientation en tendances, quant à l'expression et la représentation démocratique dans l'organisation.

C'est le sens de notre proposition de fonder la réunification démocratique de l'UNEF sur une représentation proportionnelle des tendances à tous les niveaux de responsabilité ainsi que la pratique en est établie dans les syndicats de la FEN qui regroupe, avec la quasi-totalité des enseignants, tous les courants du mouvement ouvrier.

Ainsi seraient éliminées de l'UNEF toutes possibilités de manipulation bureaucratique des mandats et des adhérents.

Le Bureau national de l'UNEF.